



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- VERSO ENERGY et la Commission Européenne signent la convention de soutien Innovation Fund du projet DEZiR, projet de production de carburants durables de synthèse pour l'aviation (e-SAF) – Normandinamik
- Otrera : une implantation normande à 600 emplois ! - Normandinamik
- "Les caisses sont vides" : au Havre, la société Towt, en liquidation judiciaire, attend un repreneur d'ici le 14 avril – ICI Normandie
- Saint-Romain-de-Colbosc. CPM Industries reprend son fournisseur – Le courrier cauchois
- Yvetot. Carburants : particuliers et professionnels subissent - Le courrier cauchois
- International. La guerre d'Iran menace aussi l'économie française – Le courrier cauchois
- Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève pour obtenir « une aide concrète » - PN
- « Il n'y avait aucun espoir » : près de Rouen, les 200 employés de Ziegler France face à l'inconnu
- Au Havre, les premières pénuries dans les stations TotalEnergie sèment l'inquiétude chez les automobilistes

Environnement

- Trois ans après l'incendie de Bolloré Logistics, encore un fort taux de lithium dans les nappes phréatiques selon les dernières analyses – France 3
- Dérèglement climatique : des territoires normands seront-ils bientôt inassurables ? – France 3
- Dignes de la Seine : quelle protection pour la boucle d'Anneville-Ambourville à l'avenir ? – PN
- Construction d'une unité de traitement d'eau potable près de Rouen : un coût de plus de 5 millions d'euros - 76acti

Sécurité

- Tôtes. Cambriolages en chute, mais une inquiétude persiste : ce que révèlent les chiffres 2025 de la gendarmerie – Le courrier cauchois
- Narcotrafic : au Havre, la riposte des services de l'État – ICI Normandie
- VIDEO - A Etretat, deux opérations de secours déclenchées en une demi-heure pour des touristes piégés en zones interdites – France 3
- Une vingtaine de promeneurs piégés par la marée au pied des falaises à Étretat – InfoNormandie
- Cinq personnes piégées par la marée à Saint-Martin-Plage, hélitreuillées par Dragon 76 – InfoNormandie
- Un centre socioculturel visé par un incendie volontaire avec de l'essence ? Ce que l'on sait de l'incident à D- France 3

- Près du Havre. Un couteau caché dans le sac d'un élève : des collégiens ont parlé à temps – le courrier cauchois
- Pays de Caux. Hausse du prix des carburants : des réservoirs de cars ont été siphonnés - Le courrier cauchois
- Notre-Dame-de-Bliquetuit. Inquiétudes pour les rassemblements de voitures anciennes - Le courrier cauchois
- Au Havre, ils cherchaient à voler du cuivre dans un local portuaire : quatre personnes interpellées- PN

Municipales 2026

- Politique. Violences post-municipales : la démocratie sous tension - Le courrier cauchois
- Port-Jérôme-sur-Seine. Désignations et prise de position au conseil municipal - Le courrier cauchois
- Election. Après l'égalité parfaite à Val-de-Scie, une sénatrice propose de changer la loi – le courrier cauchois
- Fécamp. Serge Girard, tête de liste du Rassemblement National aux élections, démissionne du conseil municipal - Le courrier cauchois
-
- Bolbec : ce qu'il faut comprendre sur la majoration de 15 % des indemnités des élus qui provoque un vif débat – PN
- Dans cette commune du pays de Bray, le conseil municipal va-t-il retrouver de la sérénité ? – PN
- Cette commune près de Veules-les-Roses a deux maires : elles veulent faire vivre la démocratie autrement
- Égalité aux élections municipales à Val-de-Scie : comment des sénateurs veulent changer la loi
- Pour la première fois, une maire est élue dans cette commune près de Dieppe

Collectivités territoriales

- Élection à la Métropole de Rouen : à quoi va ressembler le futur conseil ? – PN
- Conseil d'installation de Dieppe-Maritime : Sébastien Jumel réélu à la présidence de l'Agglomération

Social et société

- Le centre de loisirs de l'université de Rouen menacé de fermeture, une cinquantaine de personnes manifeste sur le campus – ICI Normandie
- Violences dans le foot : "Certains ont oublié les valeurs de notre sport", selon le président de la Ligue de Normandie – ICI Normandie
- Le "coup de gueule" d'une athlète paralympique face à des bus inaccessibles à Rouen : "un simple déplacement devient une vraie galère" - France 3
- Notre-Dame-de-Gravenchon. Une opération école morte mardi à l'école Charles-Péguy pour protester contre la prochaine fermeture d'une classe - le courrier cauchois
- [Vidéo] Lillebonne. "Touche pas à mon école" : la colère monte pour dénoncer la suppression d'une classe - Le courrier cauchois

- École et bac bloqués, convois... Près de Duclair, les parents se mobilisent pour sauver une classe

Santé

- Au Havre, moins d'hospitalisation en psychiatrie grâce à une vie en collectivité rythmée par l'entraide – ICI Normandie
- Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp - PN

Patrimoine

- Le château du Taillis remporte un grand prix et va restaurer "la plus petite orangerie de France mais la plus belle" ! – France 3

Travaux et aménagements

- Tancarville. Des travaux sur la côte de Saint-Nicolas et la route du Havre ces prochains jours – Le courrier cauchois
- L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation – PN
- Sur l'A28, une aire d'autoroute et une portion fermées pour des travaux pendant plusieurs jours – PN
- Près de Dieppe, des travaux sur le pont de Crosville-sur-Scie prévus à partir du 7 avril – PN
- Port-Jérôme-sur-Seine : la circulation modifiée à l'entrée de ville dès le 13 avril- PN
- Travaux à Dieppe : voici les chantiers et déménagements prévus en avril – 76actu
- Travaux sur l'autoroute A28 : deux jours de fermeture pour cette aire de repos en Seine-Maritime
- Un pont fermé cinq semaines pour travaux près de Dieppe : la circulation routière sera perturbée

Anciens combattants

- Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès départemental des anciens combattants
- Pour les anciens combattants de cette commune de Seine-Maritime, « recruter n'est pas simple »

VERSO ENERGY et la Commission Européenne signent la convention de soutien Innovation Fund du projet DEZiR, projet de production de carburants durables de synthèse pour l'aviation (e-SAF)

Jacques-Olivier Gasly

3-4 minutes

DEZiR, projet industriel de production de carburants synthétiques durables pour l'aviation (e-SAF) développé par VERSO ENERGY, figure parmi les trois projets e-SAF lauréats du guichet Large Scale de l'Innovation Fund retenus en novembre 2025 par la Commission européenne, et invités à la préparation de la signature d'une convention de soutien. Cette convention a été signée le 18 mars par les différentes parties. Elle positionne DEZiR comme l'un des projets e-SAF européens les plus avancés, en bonne voie pour délivrer les premières molécules de e-SAF dès 2030, et répondre aux mandats fixés par la réglementation européenne.

Implanté à proximité de Rouen (France), le projet DEZiR (Décarbonation en Seine Eure et sur la Zone industrielle de Rouen) a vocation à figurer parmi les premières usines européennes de production de carburants de synthèse pour l'aviation à grande échelle. Il vise à répondre dès 2030 aux objectifs de décarbonation du secteur aérien fixés par le règlement ReFuelEU Aviation, en cohérence avec le Pacte vert européen, et au bénéfice de la souveraineté énergétique et du leadership industriel européens.

Le projet déploiera au sein d'une seule et même usine des procédés de capture de CO₂ biogénique, d'électrolyse de l'eau à partir d'électricité renouvelable et bas-carbone, de synthèse de e-méthanol puis sa conversion en e-kérosène (e-SAF) via le procédé « Methanol-to-Jet » (MtJ). La conception de cette usine est en cours d'optimisation dans le cadre des études d'ingénierie FEED menées par Rely (co-entreprise entre Technip Energies et Jogn Cockerill) pour Verso Energy depuis fin 2025. Ces études FEED, dont l'achèvement est prévu fin 2026, permettront une évaluation définitive des coûts d'investissement du projet et de préparer la phase d'exécution et de construction, ouvrant la voie à une décision finale d'investissement à mi-2027 et à une mise en service de l'installation à l'horizon 2030.

Après le financement par le Gouvernement Français dans le cadre du plan France 2030 opéré par l'ADEME (guichet « FEED CARB AERO » dédié au soutien du financement des études d'ingénierie FEED), la signature de cette convention de financement avec l'Agence Exécutive Européenne pour le Climat, les Infrastructures

et l'Environnement (CINEA) officialise le soutien de l'Union Européenne au projet dans le cadre du programme Innovation Fund.

« L'actualité géopolitique rappelle avec force la nécessité de renforcer notre souveraineté énergétique et de réduire notre dépendance aux importations fossiles. Le projet DEZiR, l'un des plus avancés en Europe pour la production de e-SAF, sera prêt à délivrer ses premières molécules dès l'échéance 2030 fixée par ReFuelEU, contribuant concrètement à l'émergence de cette filière industrielle » a ainsi déclaré Antoine Huard, directeur général et co-fondateur de Verso Energy.

Otrera : une implantation normande à 600 emplois !

Jacques-Olivier Gasly

3-4 minutes

Les fondateurs d'Otrera et la Région Normandie viennent de confirmer l'implantation d'une usine de fabrication de petits réacteurs nucléaires, destinés à renforcer notre indépendance énergétique. Coût de l'opération ? Un investissement de 40 millions d'euros pour une usine en fonctionnement dès 2029, avec à la clef 200 à 250 emplois directs, 200 emplois indirects et autant d'emplois induits...

Frédéric Varaine et Jean-Eric Lucas, fondateurs de la start-up nucléaire Otrera, étaient en Normandie mercredi 1^{er} avril, aux côtés du président de la Région Normandie, Hervé Morin, afin d'annoncer l'implantation de leur future usine, destinée à la fabrication de mini-réacteurs nucléaires (réacteurs modulaires à neutrons rapides refroidis au sodium), conçus pour répondre aux besoins des industries, des réseaux de chaleur urbains et des territoires en transition. Une installation qui aura lieu dans la Manche, sur la commune des Pieux, non loin de Cherbourg-en-Cotentin.

« Depuis les premières phases d'échange avec l'entreprise, la Région Normandie s'est fortement mobilisée pour favoriser son implantation sur le territoire. À travers son agence de développement économique, la Région a accompagné Otrera dans l'identification d'un site industriel adapté et dans la structuration de son projet », rappelle la Région Normandie, qui soutiendra également financièrement le projet. Par le biais d'une subvention de 1,5 million d'euros, mais également par une entrée au capital de l'entreprise dont le montant n'a pas encore été révélé.

En matière d'innovation, ces réacteurs de petite taille (l'équivalent de quatre terrains de football par installation et 25 mètres de haut) font appel à un combustible qui n'entre pas en concurrence directe avec celui utilisé par les centrales classiques, car justement issu du recyclage du combustible nucléaire : le MOX. « C'est à la fois un moyen de ne pas puiser inutilement dans des ressources qui, de surcroît, sont particulièrement convoitées et sources d'enjeux géopolitiques importants, mais aussi de nous assurer une indépendance énergétique dans un contexte international pour le moins tendu », assurent Frédéric Varaine et Jean-Eric Lucas.

Si la Normandie était en concurrence avec d'autres régions, son écosystème en lien avec l'industrie de l'énergie a beaucoup pesé dans la balance. « Nous formons ici les soudeurs de demain. Ceux dont Orano, EDF et bientôt Otrera vont avoir besoin... L'université de Caen vient d'investir près de 50 millions d'euros afin de devenir

l'université de référence en matière de nucléaire en France et en Europe, et EDF vient de lui confier l'animation du réseau des universités européennes qui disposent de laboratoires de recherche sur le nucléaire », rappelle pour sa part Hervé Morin.

D'une superficie de 7 000 m², la nouvelle usine devrait entrer en construction dès 2027, pour une mise en service en 2029 et la livraison de son premier réacteur fin 2032. Dix fois moins puissants qu'un réacteur nucléaire classique, mais capables de produire une solution énergétique bas carbone compétitive (électricité et chaleur en même temps), ces réacteurs modulaires ont également un coût plus abordable : aux alentours de 9 millions d'euros, quand un réacteur nucléaire avoisine les 70 millions.

"Les caisses sont vides" : au Havre, la société Towt, en liquidation judiciaire, attend un repreneur d'ici le 14 avril

Amélie Bonté

5-6 minutes

Publié le lundi 6 avril 2026 à 10:24

La société Towt, pionnière du transport de marchandises à la voile, a été placée en liquidation judiciaire ce vendredi au Havre. D'éventuels repreneurs ont jusqu'au 14 avril pour se manifester avant une nouvelle audience fixée le 28 ou 29 avril.

Au Havre, [la société Towt a été placée en liquidation judiciaire ce vendredi 3 avril 2026](#). Towt, c'est cette société pionnière du transport de marchandises à la voile créée en 2011 en Bretagne et arrivée au Havre en 2020. Towt exploite deux voiliers-cargos entre Le Havre-Fécamp et l'Amérique, où ils vont charger entre autres du café. Les voiliers géants de Towt sont d'ailleurs **parmi les plus grands cargos au monde propulsés principalement à l'énergie éolienne**. La société Towt réduit ainsi de deux tiers les émissions de CO2 du transport maritime.

Une nouvelle ligne avait été ouverte le mois dernier vers le Brésil, et [six voiliers sont en construction en Asie](#), mais **le fondateur a donc déposé le bilan cette semaine**.

Ce vendredi, **le tribunal des activités économiques du Havre a accepté la liquidation judiciaire avec maintien provisoire de l'activité pendant un mois**, le temps de trouver un repreneur pour les 48 salariés.

Un marché américain à risque depuis l'élection de Donald Trump, beaucoup trop de charges et un manque de volonté politique en France : voilà ce qui a eu raison de la société Towt d'après son fondateur. Les salariés, eux, restent inquiets à la sortie du tribunal. C'est le cas de Léo Allain, second capitaine : **"On a de l'appréhension. On voit qu'on a gagné un peu de délai, et on est rassuré quant aux salaires du mois de mars, mais on ne sait pas encore pour ceux d'avril. L'objectif est de trouver un repreneur."**

Trouver un repreneur car **"il s'est dit à l'audience que les caisses sont vides"**, raconte Guillaume Le Grand, le fondateur de Towt.

Il souligne d'ailleurs l'ironie du sort car l'Assemblée nationale va examiner une proposition de loi (portée par la députée de la Seine-Maritime et havraise Agnès Firmin Le Bodo) pour le transport éolien d'ici quelques jours : **"Si la loi vélique avait été votée dans un déroulé législatif à peu près normal, on aurait probablement doublé notre chiffre d'affaires, l'entreprise serait encore debout et je la dirigerai probablement encore"**, poursuit le fondateur.

Towt n'existe plus mais Guillaume Le Grand **laisse planer l'idée d'un nouveau projet** avec les deux voiliers existants, les six en construction en Asie et les 48 salariés : *"L'idée, en fonction du scénario de la reprise, est de reprendre le tout. C'est tout à fait ce que j'espère qu'on pourra proposer."*

Towt a généré **cinq millions d'euros de chiffre d'affaires en 2025**. Le transport de marchandises décarboné à la voile est un modèle encore fragile mais très prometteur. D'ailleurs l'un des concurrents, Grain de Sail, parle *"d'un dépôt de bilan hélas prévisible par un développement trop rapide et insuffisamment maîtrisé"*. La date limite pour les repreneurs est fixée au 14 avril avec **une nouvelle audience au tribunal des activités économiques du Havre le 28 ou 29 avril**.

- [liquidation judiciaire](#)
- [Écologie](#)
- [Entreprises](#)
- [port](#)
- [industrie](#)
- [Dépôt de bilan – Liquidation](#)
- [Emploi – Travail](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La compagnie maritime TOWT basée au Havre, entreprise pionnière du transport de marchandises à la voile, dépose le bilan, annonce le président et fondateur Guillaume Le Grand. Il pointe les difficultés commerciales liées à la politique douanière des États-Unis. Quarante-huit emplois sont menacés.

Le 03/04/2026 à 12:01

- La société Buffard Logistique France au Havre devrait être placée en liquidation judiciaire le 8 octobre lors d'une audience au tribunal de commerce de Bobigny en région parisienne. En ce mois de septembre, la cinquantaine de salariés n'a pas été payée, mais a obligation de se rendre sur le site.

Le 30/09/2025 à 18:40

- C'est officiel depuis ce jeudi 9 octobre 2025, l'entreprise Buffard Logistique France située au Havre est en liquidation judiciaire. La cinquantaine de salariés en a été informée suite à l'audience au tribunal de commerce de Bobigny en région parisienne mercredi.

Le 09/10/2025 à 16:13

- Le tribunal de commerce de Dieppe a placé l'ancien Leader Price en liquidation judiciaire avec poursuite d'activité pendant deux mois. Un sursis pour permettre au seul candidat à la reprise de déposer officiellement une offre.

Le 29/04/2025 à 18:16

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Saint-Romain-de-Colbosc. CPM Industries reprend son fournisseur

Ghislain Annetta

2-3 minutes

Spécialiste de la chaudronnerie fine et de la transformation du métal, la PME saint-romanaise CPM Industries annonce la reprise de son fournisseur VFPI, spécialisé dans le façonnage et la transformation des matières plastiques. En associant ces deux expertises, CPM Industries est désormais capable de proposer des solutions hybrides métal/plastique, souvent recherchées dans l'industrie pour des raisons de poids, de résistance ou de contraintes techniques spécifiques. Cette complémentarité lui permet d'accompagner ses clients de manière plus globale. Elle ouvre également la porte à de nouveaux marchés comme les équipements industriels intégrant des pièces plastiques par exemple.

- **A lire aussi.** [Port-Jérôme-sur-Seine. Face à la disparition de deux clients historiques, cette PME se transforme pour conquérir de nouveaux marchés](#)

Sécuriser la chaîne d'approvisionnement

Par ailleurs, dans un contexte géopolitique bouleversé où la notion de souveraineté devient stratégique, l'intégration de son fournisseur permet à CPM Industries de sécuriser sa chaîne d'approvisionnement. Situé à Angerville-l'Orcher depuis 1992, VFPI affiche un chiffre d'affaires de 900 000 euros et se compose d'une équipe de 5 salariés. Le montant de la transaction avec CPM Industries s'élève à 450 000 euros.

Une expertise qui se transmet

Aujourd'hui, VFPI est installé sur le parc Eco Normandie, à proximité du site de CPM Industries. Ses cinq salariés ont intégré l'équipe de CPM Industries qui compte 32 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires de 3 millions d'euros en 2025. CPM Industries œuvre également pour la transmission aux générations futures et la formation des compétences de demain. Déjà engagée dans l'apprentissage, et très active aux côtés de NAE sur les aspects Emploi Formation Orientation, l'entreprise lançait en 2025 "Le chaudron", un parcours immersif d'une journée dans ses ateliers, ouvert aux collégiens, jeunes en réinsertion mais également aux demandeurs d'emploi en reconversion.

Yvetot. Carburants : particuliers et professionnels subissent

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

"Peu importe le prix, on ne peut pas boycotter. Il faut aller faire des courses, aller au travail, c'est comme l'eau", se résignait un consommateur, interrogé il y a quelques semaines à la station-service. En effet, si l'augmentation touche de nombreuses professions, elle affecte les particuliers qui, dans nos campagnes, sont obligés de prendre leur voiture. Ne serait-ce que pour aller travailler.

Prenons l'exemple d'un conducteur de véhicule diesel. Son auto consomme, en moyenne, 6,5 litres aux 100 kilomètres (soit la moyenne observée en France selon nos confrères de *Caradisiac*). Au 1^{er} avril, son kilométrage mensuel lui coûte 24,80 euros de plus qu'au 1^{er} janvier, pour un usage quotidien. Ce calcul repose sur l'hypothèse retenue par la rédaction du *Courrier Cauchois* : un automobiliste parcourant 40 kilomètres par jour (aller-retour), cinq jours par semaine, pour ses trajets domicile-travail. Au 1^{er} janvier, avec un diesel à 1,60 € le litre (moyenne nationale), notre chauffeur déboursait 83,20 euros par mois pour se rendre chez son employeur et revenir chez lui. Au 1^{er} avril, avec un diesel à 2,09 € le litre, il dépense 108,60 euros pour les mêmes parcours. Et encore, nous avons choisi de nous appuyer sur le tarif des stations d'un grand pétrolier français. D'autres totems affichent des prix plus proches de 2,30 €/l. Cela représente, pour le même type de véhicule, un surcoût 36,40 euros pour les mêmes trajets par rapport au début d'année.

Pas touche aux taxes !

Alors que la flambée des prix des carburants pèse lourdement sur le budget des Français, le gouvernement s'est réuni mercredi 1^{er} avril autour du Premier ministre, Sébastien Lecornu. Parmi les pistes évoquées pour contrecarrer les effets de la crise figure la mise en place d'offres de location de véhicules électriques pour certaines professions utilisant beaucoup leur voiture dans leur activité (voir nos témoignages). L'Etat financerait cette mesure en se servant de la fiscalité sur les carburants qui représente environ 60 % du prix payé à la pompe. *"Ces annonces ne feront pas baisser le prix à la pompe"*. regrette Philippe Nozière, président de " 40 millions d'automobilistes ".

Les agriculteurs veulent des solutions

Les champs n'échappent pas à la flambée des prix du carburant en pleine saison des semis de lin et de betterave, une échéance

impondérable. *"On ne va pas attendre la fin de la guerre pour semer"*, réagit Bruno Ledru, président de la FDSEA 76, le syndicat agricole majoritaire en Seine-Maritime. Pour l'exploitant, il n'y a pas d'autre choix que de subir. *"Les transporteurs mettent ça en pied de facture. Mais nous, on ne met rien en pied de yaourt ou de viande dans les supermarchés"*, déplore-t-il. "Le prix est acté et ne varie pas en fonction du contexte économique ou géopolitique". Depuis une semaine, le gouvernement propose une baisse de 3,8 centimes par litre de gazole non routier (GNR). *"C'est mieux que rien"*, concède le président départemental. Pour rappel, le GNR est passé de 95 centimes à 1,40 euro le litre. Même si une baisse de 30 centimes sera demandée à l'État, Bruno Ledru trouverait *"plus intelligent de rouvrir les négociations commerciales"*.

International. La guerre d'Iran menace aussi l'économie française

Le Courrier Cauchois

4-5 minutes

Entre les élections municipales du printemps et la campagne présidentielle prévisible dès cet hiver, c'est à nouveau l'heure de Sébastien Lecornu. Il revient en scène. Et devra jouer serré. D'une part le Premier ministre affiche l'intention de *"passer sous les 5% de déficit dès 2026"*. Mais il doit aussi mettre sur pied le budget 2027 en échappant à une probable censure. Ce sera acrobatique. Il lui faudra apaiser les uns et les autres, alors que nos comptes publics ont, depuis un mois, un ennemi imprévu : la guerre d'Iran et ses graves contrecoups sur les finances et l'économie.

Choc pétrolier planétaire

Sans doute le pétrole du détroit d'Ormuz ne concerne-t-il pas directement la France qui s'approvisionne en Amérique du Nord, en Algérie et en Afrique subsaharienne. Mais l'emprise stratégique de l'Iran sur Ormuz crée un choc pétrolier, et ce choc est planétaire puisque le prix du baril dépend du marché mondial qui s'impose à la France... A partir de là, l'inflation générale dans l'Hexagone risque d'être relancée - et la croissance française rabotée. Première conséquence du prix des carburants : l'Etat se trouve contraint de venir en aide à des filières économiques comme les transports routiers, qui manifestaient en poids lourds sur les périphériques parisiens le 30 mars. Ou comme les marins-pêcheurs, étranglés par le prix du gasoil. Ou les agriculteurs, coincés non seulement par le prix des carburants mais par celui des engrais et déjà mécontents du montant du plan d'aide gouvernemental : une exonération de 4 centimes par litre sur le gasoil non routier... *"Donner à peine quatre centimes alors qu'on a eu une hausse de plus de 60 centimes par litre de GNR, c'est des miettes et si j'étais moins poli, je dirais que c'est du foutage de gueule"*, protestait vendredi Luc Smessaert, vice-président de la FNSEA, annonçant des actions de rue *"si les agriculteurs ne sont pas entendus"*. Du côté des consommateurs, l'angoisse concerne le pouvoir d'achat : l'inflation va-t-elle revenir comme en 2022 après l'invasion de l'Ukraine ? C'est vraisemblable, explique le président d'Intermarché Thierry Cotillard : *"La pression inflationniste pesant sur les agriculteurs se répercutera dans quelques semaines sur les industriels"* - et de là sur la grande distribution. Flambée des prix alimentaires à la clé. Et pression supplémentaire sur l'Etat... Consentir des aides alors que les finances ne le permettent plus, devoir prolonger ces aides en mai-juin si la guerre ne s'arrête pas, sans compter *"les dépenses publiques supplémentaires et la diminution des recettes fiscales"*, rappelait Sébastien Lecornu le 25 mars devant les députés : c'est de quoi compromettre les fragiles équilibres budgétaires que

Matignon et Bercy tentent d'échafauder malgré tout.

Une "économie de guerre" ?

N'oublions pas "*l'économie de guerre*". Son urgence semble renforcée par le conflit d'Iran. Il faut rehausser très vite le niveau de la défense française... La loi de programmation militaire actualisée sera examinée en accéléré : le 8 avril en conseil des ministres, la semaine du 4 mai par les députés, la semaine du 1^{er} juin par les sénateurs. Elle ajoutera 36 milliards d'euros aux 413 milliards déjà prévus pour 2024-2030. "*L'urgence ce sont les munitions*", signalait le Premier ministre aux députés la semaine dernière : pour y faire face sans ruiner la République, Matignon est en train de susciter une société privée qui jouera le rôle de "grossiste en munitions" pour les armées françaises. A la guerre comme à la guerre.

Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève pour obtenir « une aide concrète »

Romain Huynh

4-5 minutes

Les pêcheurs du port du Havre commencent un mouvement de grève mardi 7 avril 2026, pour obtenir un soutien des pouvoirs publics suite à l'explosion du prix du carburant. Des pêcheurs qui s'essoufflent et qui, assure l'un d'eux, ne vont pas pouvoir continuer à travailler quoi qu'il en soit.



Les bateaux de pêche ne quitteront pas le port du Havre, mardi 7 avril 2026. - Photo d'archives Paris Normandie



Par [Romain Huynh](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 06h05 Temps de lecture: 1 min

Les étals du marché au poisson, au [Havre](#), resteront vides à partir de mardi 7 avril 2026, et pour une durée indéterminée. Les pêcheurs havrais entament une grève pour demander aux pouvoirs publics « une aide concrète » face à l'explosion du prix du carburant lié au conflit au Moyen-Orient.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Aujourd'hui, le gazole est plus proche des 1,40 € que des 1,30 €. Avec une Saint-Jacques vendue à 1,50 € ou 2 € le kilo, ce n'est pas possible », affirme André Tesson, patron du bateau de pêche Haalty. Qui rappelle par ailleurs que le gazole, il y a trois mois encore, plafonnait à 70 centimes le litre. « On a essayé d'aller jusqu'au bout, de persister, mais on se rend compte qu'on ne peut pas, c'est impossible de travailler dans ces conditions. »

Une aide de 20 centimes jugée insuffisante

Ces deux dernières semaines, André Tesson a payé 6000 € de carburant pour son bateau. « *Et encore, en ne faisant que des petites marées* », précise-t-il. Alors, comme tous ses collègues havrais, il sera en grève mardi, pour obtenir un soutien efficace de la part des pouvoirs publics. « *On nous a promis une aide de 20 centimes par litre de carburant, mais c'est insuffisant, et jusqu'à ce que ce soit validé par l'Union européenne ce n'est pas concret.* »

Lire aussi

[Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès départemental des anciens combattants](#)

[Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp](#)

[Il veut sauver le patrimoine oublié, le HAC au ralenti... le point actu à 20h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès départemental des anciens combattants](#)



[Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève pour obtenir « une aide concrète »](#)





[Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp](#)



[Il veut sauver le patrimoine oublié, le HAC au ralenti... le point actu à 20 h](#)



[Étretat : 10 personnes piégées par la marée au Trou à l'Homme et 10 autres bloquées au Chaudron](#)



[Accident au Havre : relaxé au pénal, mais responsable des lourdes séquelles d'un adolescent](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Il n'y avait aucun espoir » : près de Rouen, les 200 employés de Ziegler France face à l'inconnu

Mathieu Charré

~4 minutes

La société Ziegler France a été placée en liquidation judiciaire ce mardi 31 mars. Pour ses 200 employés de l'agglomération de Rouen, l'annonce était attendue mais passe mal.

Sur le même thème

[Transport](#)



Les trois sites de Ziegler de l'agglomération de Rouen ont fermé leurs portes. (©Photo transmise)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 4 avr. 2026 à 16h48

Le couperet est tombé, comme attendu, comme craint. Ce mardi 31 mars 2026, la société de transport **Ziegler France** et sa filiale Satra ont été **placés en liquidation judiciaire** par le tribunal de commerce de Lille. Dans la Métropole de [Rouen](#), les trois sites de Saint-Étienne-du-Rouvray, Grand-Quevilly et Petit-Couronne, ce sont quelque **200 employés** qui se retrouvent sans emploi.

Les raisons de la liquidation

Ziegler France a communiqué suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise. Une décision qui intervient, ce sont leurs mots, après « plusieurs exercices marqués par une baisse significative de l'activité, la dégradation de la rentabilité liée à la hausse des coûts de l'énergie, la perte de contrats majeurs, l'impossibilité de trouver des solutions de financement ou de reprise permettant d'assurer la pérennité de l'entreprise ».

Un manque criant de communication

Dans la boîte depuis 8 ans, un employé d'un des trois sites regrette

en particulier la façon dont les informations leur étaient communiquées. « On a tout su au compte-goutte, on n'a jamais reçu le moindre message de la direction, nationale comme régionale. » Pire selon lui, les Ressources Humaines n'ont jamais donné signe de vie dans cette période critique. « On n'a pas vu la DRH depuis décembre, peste-t-il. »

On savait que c'était une affaire de temps avant que tout soit fini. Avec près de six millions d'euros de perte l'an passé, il n'y avait aucun espoir

Des visites de potentiels repreneurs, notamment à Saint-Etienne-du-Rouvray et Grand-Couronne, n'ont rien donné. Depuis ce mardi 31, **les employés n'ont plus le droit de se rendre sur place**. « On nous a demandé de tout stopper, on est rentrés chez nous. » Pour l'instant, ils sont payés par les assurances jusqu'à la mi-avril. Après ? C'est la grande inconnue.

Des stocks de clients laissés sur place

Le mandataire est désormais en charge des entrepôts, où **les marchandises de plusieurs clients attendent**. « Eux aussi sont pris en otage, ils ont des stocks chez nous, et donc des commandes qu'ils ne peuvent pas honorer. S'ils veulent les récupérer et qu'ils n'ont personne dans la région, on peut être appelés par le mandataire. Mais si c'est après le 16, comment ça se passe ? » s'interroge cet employé.

Deux autres filiales de Ziegler France, en charge des systèmes informatiques et de la manutention, ont obtenu un sursis jusqu'au 28 avril pour trouver un repreneur. Pour les 200 employés près de Rouen, comme pour les près de 1500 dans le pays, la route s'est arrêtée abruptement.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec **Mon Actu**.

Au Havre, les premières pénuries dans les stations TotalEnergie sèment l'inquiétude chez les automobilistes

Matéo Lhernault

4-5 minutes

Jeudi 2 avril, plusieurs stations de la marque Total étaient à court de carburant. Une situation depuis régularisée mais qui inquiète les automobilistes havrais.

Sur le même thème

[Carburants](#)

[Total](#)



La station TotalEnergie de la plage du Havre faisait face à une pénurie de carburant le jeudi 2 avril. (©ML/76actu)

Par [Matéo Lhernault](#) Publié le 3 avr. 2026 à 11h38

La scène ne manque pas d'ironie, ce jeudi 2 avril au [Havre](#). En face des immenses bacs de stockage de produits pétroliers du port, la station TotalEnergies de la plage, elle, **était à sec**. Sur les **cinq carburants** qu'elle distribue (sans plomb 95 et 98, superéthanol, gazole et gazole excellium), seul le superéthanol était toujours disponible à la vente, et bon nombre d'automobilistes étaient contraints de faire demi-tour pour faire le plein ailleurs.

La ruée chez Total

Pour la gérante de l'établissement, la pénurie à laquelle elle fait face est **le résultat d'une ruée des automobilistes** dans sa station : « Le plafonnement des prix à 1,99 euros par litre d'essence et à 2,09 euros par litre de gazole a créé la précipitation des automobilistes dans nos stations, d'autant plus qu'on ne savait pas si le plafonnement serait reconduit ». La direction de Total a depuis annoncé [la prolongation du plafonnement](#) jusqu'au 7 avril.

La situation a depuis été régularisée dans la petite station de la plage, puisqu'une livraison arrivait le matin du 3 avril, selon la gérante de l'établissement. Au final, la pénurie de carburant aura duré une demi-journée dans la station de la plage.

La crainte des automobilistes

Du côté des automobilistes havrais, cette première pénurie dans la cité Océane depuis le blocage du [détroit d'Ormuz](#) est un mauvais signal. L'une d'entre eux, qui préfère rester anonyme nous témoignait son inquiétude : « Je savais qu'on aurait une montée des prix mais je ne pensais pas que ça aurait une incidence sur la disponibilité du carburant, d'autant que je pars en week-end pour Pâques, ça la fout mal ».

Si Trump continue de bombarder, je ne vois pas comment les prix pourraient baisser.

Si cette automobiliste aura eu assez de carburant pour rentrer chez elle, d'autres font face à des besoins plus pressants. Un jeune père de famille, préférant lui aussi garder l'anonymat, a des besoins plus urgents : « Ma femme est aide-soignante et elle a **besoin de la voiture pour aller travailler** demain matin. Je vais devoir mettre du superéthanol plutôt que du sans plomb. Je ne peux pas me permettre de patienter pour faire le plein, surtout avec des enfants ».

Des solutions alternatives pour des besoins à court terme, mais pour l'avenir, le jeune papa n'est pas optimiste : « Si Trump continue de bombarder, je ne vois pas comment les prix pourraient baisser et les situations de pénurie pourraient de répéter ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Alors que l'inquiétude était déjà présente depuis la fermeture du détroit d'Ormuz au Moyen-Orient, faisant grimper les prix du pétrole, et que les premières pénuries ne vont rien arranger à l'état d'esprit général, tout roule en revanche pour la firme pétrolière française, qui a engrangé [un milliard de bénéfices](#) (au bas mot) pendant cette période de bouleversement des marchés.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Trois ans après l'incendie de Bolloré Logistics, encore un fort taux de lithium dans les nappes phréatiques se

Clémence Blanche

6-7 minutes

Le compte n'y est pas. Mois après mois, la préfecture de la Seine-Maritime rend public les concentrations en lithium des nappes phréatiques autour de l'entrepôt sinistré de Bolloré Logistics, à Grand-Couronne. Et malgré les mesures pour les limiter, les taux de lithium ne descendent toujours pas en janvier 2026. Explications.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Trois ans plus tard, l'incendie fait toujours parler de lui. Les habitants de Grand-Couronne et de l'agglomération de Rouen n'ont pas oublié l'événement : en janvier 2023, près de 12 000 batteries au lithium entreposées sans autorisation prenaient feu dans l'entrepôt Bolloré Logistics.

Depuis, le site fait toujours l'objet de surveillance [pour des raisons sanitaires](#). Des prélèvements sont notamment effectués chaque mois dans la nappe phréatique par les services de la préfecture de Seine-Maritime, afin de mesurer le taux de pollution au lithium mais aussi de PFAS.

Et les résultats ne sont toujours pas satisfaisants : de décembre 2025 à janvier 2026, [les taux n'ont que très peu diminué](#).

Faisons le point. Le [bilan de décembre 2025](#) était le suivant : on retrouvait une concentration de 200 000 microgrammes de lithium par litre d'eau dans l'un des puits de mesure proche de l'entrepôt. À côté, elles pouvaient monter jusqu'à 44 000 ou encore 19 000 microgrammes par litre.

Si l'on reprend les mêmes zones d'analyse pour [la période de janvier 2026](#), soit un mois plus tard : les données changent, mais très légèrement. La première zone évoquée passe à 180 000 microgrammes par litre, la deuxième passe à 17 000 microgrammes. La dernière zone, elle, n'a pas bougé et reste à 44 000 microgrammes.

À moins d'être scientifique, tous ces chiffres sont bien obscurs. Sachez tout d'abord que [la loi ne fixe pas de norme](#) de

concentration limite pour le lithium dans l'eau, qu'elle soit brute ou destinée à la consommation.

Mais selon une réponse [de l'Anses](#) (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) - qui est en train de mettre au point une valeur de référence toxicologique sur le lithium - la norme actuelle conseillée est de... 20 microgrammes de lithium par litre d'eau.

Comment expliquer ces taux élevés ? Pour rappel, les travaux de dépollution du site Bolloré Logistics ont débuté en mars 2025 [et ont pris du retard, impliquant une sanction financière](#) pour le propriétaire. Les 892 tonnes de batteries au lithium, situées sur une grande dalle de béton, ont finalement été enlevées.

"Une grande partie de cette dalle en béton, précédemment recouverte d'une couche de déchets assurant une certaine protection vis-à-vis des eaux pluviales, est désormais dégagée", expliquait la préfecture de Seine-Maritime. Une couche de protection en moins, du lithium en plus dans l'eau.

Vidéo. Les explications en images de Quentin Bral :

durée de la vidéo : 00h01mn05s



Les explications en images de Quentin Bral. • ©France Télévisions

Des mesures avaient alors été prises pour limiter sa propagation, comme la pose d'une nouvelle dalle de béton pour étanchéifier le site et l'installation d'une barrière hydraulique, censée pomper les eaux souterraines et les dépolluer.

Les autorités indiquent par ailleurs qu'il ne subsiste plus *"d'apport de lithium dans la nappe phréatique, les principaux déchets contenant du lithium ayant été évacués"*.

Mais les mois passent et les taux de lithium ne baissent toujours pas de façon significative. Cela interroge certaines associations comme celle de [l'Union des victimes de Lubrizol](#) qui dénonce une "pollution hors-norme" et se questionne sur l'efficacité de la barrière hydraulique.

"Cela fait huit mois qu'elle est en place et on n'en voit pas les effets", constate Christophe Holleville, secrétaire de l'association et membre de France Nature environnement Normandie.

Depuis sa mise en service, et [malgré quelques déboires](#), il semblerait selon la préfecture que *"le débit de pompage de la barrière n'atteint pas le niveau requis. Un plan d'action est demandé à HFL8 (Highway France logistics 8, NDLR) pour que cette situation ne perdure pas"*.

Selon Christophe Holleville, la raison se trouve aussi du côté de la décontamination qui a été effectuée en plein air, sans chapiteau, pour des raisons économiques selon lui.

On ne pouvait pas rabattre les poussières car le lithium réagit à l'eau. À chaque coup de pelleteuse, cela générait un nuage de poussière, qui se déposait aux alentours, inévitablement.

Christophe Holleville

Membre de France Nature Environnement Normandie

L'association France Nature Environnement Normandie, de son côté, a déposé plainte le 21 mai 2025 contre Bolloré Logistics, Blue Solutions et Highway Logistics, les trois sociétés impliquées dans l'affaire.

À noter que ces taux de lithium n'influeront en rien le réseau d'eau potable du secteur, selon les autorités.

Des prélèvements sont aussi effectués dans les eaux superficielles, et les débris et déchets font également l'objet d'analyses. En ce qui concerne l'air ambiant, aucune trace de lithium ni autres composés organiques chlorés et fluorés n'y ont été retrouvés.

La préfecture de la Seine-Maritime nous a affirmé que les analyses des nappes phréatiques du mois de février 2026 devraient être publiées rapidement.

Dérèglement climatique : des territoires normands seront-ils bientôt inassurables ?

François Pesquet

8-10 minutes

Inondations, submersion marine, érosion : y aura-t-il à l'avenir en Normandie des territoires où les catastrophes climatiques seront si fréquentes que les assureurs s'en désengageront, faute de rentabilité ? La question préoccupe les sociétés d'assurance mais aussi les habitants qui vivent dans ces zones vulnérables.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Janvier 2018. La Seine est en crue. L'eau de la nappe phréatique remonte inexorablement dans l'hôtel-restaurant d'Olivier Bicot, une bâtisse du 18e siècle construite en bordure du fleuve, aux Andelys, dans l'Eure. Une de nos [équipes](#) était sur place.

[L'hôtel restaurant d'Olivier Bicot en bord de Seine aux Andelys \(Eure\)](#) • © FTV/Félix Bollez

Pendant une semaine, 7 pompes fonctionnent à plein régime en attendant que le niveau baisse à nouveau. De minces panneaux de bois sont accrochés aux fenêtres pour tenter d'empêcher que les vagues, causées par le passage des bateaux sur le fleuve, ne submergent un peu plus le rez-de-chaussée du bâtiment. Olivier Bicot y travaille alors depuis 10 ans, et n'avait jamais fait face à une catastrophe naturelle de cette ampleur.

On a eu beaucoup de dégâts, surtout sur les murs avec la pénétration d'eau.

Olivier Bicot, propriétaire de l'hôtel restaurant la Chaîne d'Or aux Andelys (Eure)

Olivier Bicot estime aujourd'hui à 60 000 euros le coût des dégâts matériels et de sa perte de chiffre d'affaires. Le sinistre ne s'est produit qu'une fois en 18 ans d'activité, mais il pourrait se répéter dans les années à venir. Après cet épisode, son assureur lui a donc proposé un contrat plus cher que celui auquel il souscrivait, avec des garanties supplémentaires.

[Olivier Bicot, propriétaire d'un l'hôtel restaurant en bord de Seine aux Andelys \(Eure\) • © FTV/Félix Bollez](#)

L'histoire d'Olivier Bicot n'est pas un cas isolé. Cette [carte](#) proposée par l'INSEE en 2020 indique les territoires de notre région les plus exposés au risque de submersion marine et d'inondation. L'Institut note : *"un trentième de la superficie de la Normandie se trouve exposé au risque de submersion marine. [...] Avec un emploi salarié normand sur dix dans les zones exposées, les enjeux économiques sont cruciaux et pourraient, si le risque n'est pas anticipé, affecter une part importante de l'économie normande."*

[Ensembles territoriaux incluant des zones potentiellement sous le niveau marin \(ZPNM\) et surfaces concernées • © INSEE](#)

Les scientifiques nous le disent : le dérèglement climatique d'origine humaine va rendre les catastrophes naturelles plus fréquentes à l'avenir. Une projection à laquelle les assureurs s'intéressent particulièrement. En 2015, à la veille de la COP 21 à Paris, le PDG de l'assureur AXA Henri de Castries lançait cette affirmation qui a fait grand bruit : *"Un monde à + 4 °C n'est pas assurable"*. Les compagnies d'assurances tentent aujourd'hui d'anticiper cette situation qui va fragiliser le principe de mutualisation des risques (ceux qui n'ont pas de sinistres cotisent pour ceux qui les subissent).

En 2021, un rapport de [France assureurs](#), la fédération des assureurs français, intitulé « Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050 » alertait ainsi sur la hausse continue des coûts liés à l'indemnisation des catastrophes naturelles ces vingt dernières années. L'organisme projette que les dégâts cumulés causés par les aléas naturels, atteindraient 143 milliards d'euros d'ici 2050, soit une hausse de 93 % en euros constants par rapport à la période 1989-2019 !

De son côté, en novembre dernier, l'UFC-Que Choisir publiait cette carte des territoires où les assureurs pourraient refuser des contrats d'assurance habitation à l'horizon 2050. On le voit, la Normandie fait partie des régions particulièrement exposées, notamment pour les risques inondations et tempêtes.

[Projection du nombre de contrats d'assurance résiliés en 2050 • © UFC Que choisir](#)

Alors comment les assureurs se préparent-ils à la hausse des sinistres causés par le dérèglement climatique d'origine humaine ? À Rouen, nous avons posé la question à l'un d'entre eux.

Sophie Plumas-Lambert est responsable prévention des incendies, accidents et risques divers des particuliers à la Matmut. Pour elle, la question des territoires inassurables ne se pose pas encore en Normandie. En revanche, il est urgent, selon elle, d'agir en matière de prévention. Son groupe propose par exemple depuis plusieurs années de prévenir ses clients par SMS à l'arrivée d'une tempête ou d'une crue afin qu'ils prennent leurs précautions ou encore de leur permettre de mieux connaître les risques naturels qui pourraient affecter leur maison.

Voir le reportage de François Pesquet, Félix Bollez et Ivan Waskovit.



Le reportage de François Pesquet, Félix Bollez et Ivan Waskovit •
©FTV/Félix Bollez

"Il n'y a pas la culture du risque naturel. On a la culture du risque en auto parce qu'on y travaille depuis des décennies. La problématique, c'est que nous avons peu de temps : les premières échéances étant 2050, 2100, si on regarde les rapports du GIEC. Donc il faut faire comprendre aux sociétaires et aux Français que ce risque existe et tant qu'on n'y a pas été confronté, on a du mal à se rendre compte que ça peut arriver. Et quand on a déjà été confronté à un risque d'inondation, on oublie très vite." explique-t-elle.

[Sophie Plumas-Lambert Responsable prévention des incendies, accidents et risques divers des particuliers à la Matmut • © FTV/ Félix Bollez](#)

Revenons en bord de Seine aux Andelys. D'autres crues surviendront ici, peut-être plus exceptionnelles encore que celle de 1910, que ces photographies ont immortalisée. Olivier Bicot ne se voit pas travailler ailleurs que dans son hôtel-restaurant au bord du fleuve, mais il se veut réaliste.

[Crue de la Seine aux Andelys en 1910 • © Archives de l'Eure - Ed Eugène Leconte Les Andelys](#)

"Quand on vit au bord de la Seine, il faut accepter l'idée de vivre au quotidien dans un cadre magnifique, somptueux. Et puis la Seine, de temps en temps, elle fait une sorte de crise d'adolescence. C'est son cas. Elle a fait cette crise d'adolescence en 2018. Il n'est pas impossible qu'elle en refasse une, peut-être plus importante que celle qu'on n'a jamais connue. Maintenant, j'ai confiance. J'ai confiance dans les pouvoirs publics." explique-t-il.

Les assureurs, eux, savent bien que le coût grandissant des dégâts liés aux catastrophes naturelles entraînera à l'avenir une hausse des cotisations. En 2023, un groupe d'experts remettait [ses recommandations](#) au gouvernement sur l'adaptation du système d'assurances en France face à l'évolution des risques climatiques.

On peut y lire que le coût des sinistres lié aux inondations pourrait augmenter jusqu'à 80% d'ici 2050 par rapport à ce qu'il était en 2020. Celui des submersions pourrait, lui, tripler.

Digues de la Seine : quelle protection pour la boucle d'Anneville-Ambourville à l'avenir ?

Mireille Loubet-Anquetil

7-8 minutes

Le classement des digues, retoqué en février 2026, et le futur plan de prévention des risques d'inondation en cours d'étude, commencent à donner des sueurs froides aux élus locaux.



La boucle d'Anneville-Ambourville vue du ciel. - Collection parc naturel des boucles de la Seine normande/JF Drone N'Caux



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 6 Avril 2026 à 18h31 Temps de lecture: 2 min

C'est un arrêté préfectoral, plutôt technique, qui a été publié début février 2026 par la préfecture de la Seine-Maritime. Il rejette le classement « en système d'endiguement de la boucle d'Anneville-Ambourville ».

Reçu également en mairie pour y être affiché à la vue de tous les citoyens, cet arrêté préfectoral provoque de l'agacement chez le maire, récemment réélu. « Les digues ici sont en bon état, elles sont bien entretenues, c'est bien suivi, donc je ne suis pas inquiet. Je le suis davantage sur le fait que, le classement du système d'endiguement étant rejeté, personne ne prend réellement de responsabilité à ce sujet. En clair, tout le monde sort le parapluie pour être tranquille », tempête Eric Lefebvre.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Des études complémentaires demandées

Qu'est-ce qui motive le rejet du classement des digues qui protègent la boucle d'Anneville-Ambourville ? Selon les services de la préfecture, l'étude de danger présentée par le Syndicat mixte de gestion de la Seine normande, sur les 17 km concernés dans cette boucle, est considérée comme incomplète. « *Le niveau de protection très bas ne permet pas de garantir la protection des populations exposées en cas de défaillance ou de contournement de l'ouvrage* ». Il est donc réclamé des études complémentaires « *en tenant compte du niveau des aléas pris en compte actuellement, ceux nécessaires à l'avenir* ».



Sur cette capture d'écran issue de Google Maps on voit comment la commune d'Anneville-Ambourville est enserrée entre les deux bras de Seine. Et donc très vulnérable à toute élévation marine. - Google Maps

Le niveau de protection très bas ne permet pas de garantir la protection des populations exposées en cas de défaillance de l'ouvrage.

[Ces études de danger, sur l'ensemble des systèmes de protection de la Seine](#), représentent un travail colossal, auquel s'attelle depuis 2024 le Syndicat mixte de gestion de la Seine normande qui a pris en main cette compétence particulière. Et les exigences de la préfecture comme des élus locaux sont importantes à ce sujet. « *Moi ce que j'attends du syndicat mixte, qui perçoit la taxe Gemapi depuis deux ans, c'est d'être associé à ce travail*, poursuit Eric Lefebvre. *Je n'ai eu de remontées d'informations de personne sur ce qui est envisagé. Pour se protéger des inondations, de mon point de vue, il faut prévoir des zones d'expansion dans les marais, le long de la Seine, comme on le faisait autrefois* ».

Dans les boucles de la Seine, restaurer et repenser les digues face au risque d'inondation

Et si le niveau de l'eau montait d'un mètre ?

Les crues de la Seine dans la boucle ? Connaît pas, ou à peine, justifie-t-il. La dernière inondation ayant touché « *une seule maison* à Anneville-Ambourville, avait eu de l'eau, c'était dans les années

2000, se souvient le maire. Mais bien sûr, ça pourrait arriver si une digue est mal entretenue ».

Dans le viseur de l' élu, il y a surtout le futur plan de prévention des risques d'inondation de la Seine normande. [Les cartes provisoires des aléas auxquels sa commune pourrait être exposée](#) prennent en compte trois situations : une hausse du niveau de l'eau de 20 cm, la situation actuelle. Viennent ensuite deux échéances, imaginées d'ici 100 ans, avec une élévation du niveau marin de 60 cm ou d'un mètre.

Dans ce cas, lors des débordements de la Seine, une partie de la commune dans la zone des marais disparaît sous un cumul d'eau pouvant atteindre jusqu'à deux mètres. Les premières maisons du bourg d'Anneville sont également atteintes par la langue d'eau. *« Une partie du territoire ne pourra plus être construite. Ce qui me désole, c'est que pour évaluer les risques, les digues ne sont pas prises en compte, car ce sont des éléments artificiels. Aussi sur les 500 maisons de notre commune, la moitié se retrouve en zone inondable »* constate Eric Lefebvre.

Si les cartes des aléas sont encore provisoires, c'est que l'enquête publique, sur le futur plan de prévention des risques d'inondation qui concerne plus de 60 communes en bord de Seine, n'a pas encore été ouverte, ce qui donnera à tous les riverains de la Seine l'occasion de prendre en compte les menaces qui pèsent sur leurs maisons notamment et sur leurs conditions de vie. Mais ça ne devrait plus tarder, la préfecture souhaite une approbation de ce plan de prévention au cours de l'année 2026.

Lire aussi



[Pays de Caux : des baptêmes de voitures américaines au profit de Lyséa, atteinte d'un cancer](#)





[Les Nuits des forêts reviennent : Caux Seine agglo recherche des bénévoles pour encadrer l'événement](#)



[Une ligne de bus entre Le Trait, Duclair, Barentin et Pavilly ? « Je milite en faveur du projet »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Anneville-Ambourville \(Seine-Maritime\) Yainville \(Seine-Maritime\) pays de Caux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[Pays de Caux : des baptêmes de voitures américaines au profit de Lyséa, atteinte d'un cancer](#)



[Violence, colère et alcool. À Rouen, elle est condamnée pour des infractions en séries](#)



Video

[Yainville : un homme de 43 ans meurt d'un arrêt cardiaque au volant](#)



[Les Nuits des forêts reviennent : Caux Seine agglo recherche des bénévoles pour encadrer l'événement](#)



[Digues de la Seine : quelle protection pour la boucle d'Anneville-Ambourville à l'avenir ?](#)



[Une ligne de bus entre Le Trait, Duclair, Barentin et Pavilly ? « Je milite en faveur du projet »](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Construction d'une unité de traitement d'eau potable près de Rouen : un coût de plus de 5 millions d'euros

Isabelle Villy

6-8 minutes

Le SIAEPA du Crevon lance son projet d'unité de traitement d'eau potable à Blainville-Crevon. Les travaux devraient démarrer d'ici au mois d'août prochain. Explications.

Article réservé aux abonnés



La future unité de traitement d'eau potable, dont la construction devrait démarrer fin août. ©Esquisse fournie par le SIAEPA

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 6 avr. 2026 à 16h58

Chlorothalonile, chloridazone, PFAS (polluants éternels)... autant de mots barbares pour la majorité d'entre nous, mais qui relèvent pourtant d'un domaine qui nous concerne tous : **la pollution de la ressource en eau**. Surveillés de près par l'Agence régionale de santé, la DDTM et autres organismes, ces polluants qu'on peut retrouver dans l'eau font l'objet de recherches et de diagnostics rigoureux, avec des seuils à ne pas dépasser pour préserver la santé des usagers.

Obligation de délivrer de l'eau potable à tous

Les syndicats compétents en la matière ont l'obligation de délivrer de l'eau potable à tout le monde. Pour ce faire, **des analyses régulières sont réalisées** et en fonction des résultats, les autorités sont amenées à prendre des mesures et préconisations. À [Blainville-Crevon](#), deux captages du SIAEPA sont ainsi en dérogation après que des analyses ont été menées, et l'État préconise une action curative mais aussi préventive.

C'est tout l'enjeu du projet lancé en 2020 par le SIAEPA du Crevon (Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et

d'Assainissement du Crevon), à savoir **la construction d'une unité de traitement d'eau potable**, afin de répondre aux exigences des normes en vigueur. François Delnott qui présidait jusqu'ici le syndicat, tient cependant à insister sur un point important, s'agissant de la qualité de l'eau distribuée par le syndicat : « l'eau est dégradée, mais elle est potable ».

Les facteurs qui seront traités

Plusieurs facteurs pourront être traités avec cette nouvelle unité de traitement : la turbidité, les pesticides, le caractère agressif de l'eau, ainsi qu'une désinfection en termes de bactéries et parasites. Le dimensionnement de cette unité de traitement permettra de produire **2 400 m³/j d'eau potable** (120 m³/h, à partir des ressources des deux captages de Saint-Germain-des-Essourts et celui de Blainville-Crevon.

« L'objectif est de ramener les eaux de Saint-Germain jusqu'à l'unité de traitement, les traiter en même temps que celle de Blainville-Crevon et redistribuer ainsi cette ressource en eau », explique François Delnott, qui ajoute que l'unité de traitement permettra également de sécuriser le captage de Ry, grâce à une interconnexion à l'usine de traitement.

Des riverains inquiets

Ce projet de construction a suscité **quelques inquiétudes**, et même du mécontentement chez certains riverains du hameau Crevon, estimant que cette unité était susceptible de dégrader leur cadre de vie.



Une réunion d'information a été organisée pour les riverains du hameau Crevon, qui ont exprimé leurs inquiétudes par rapport à la construction de l'unité de traitement. ©Isabelle VILLY

Pour lever toutes les inquiétudes, le syndicat a organisé une réunion d'information, le 3 mars dernier, au cours de laquelle les tenants et aboutissants ont été abordés. « Les riverains ont été alertés en voyant des agents tracer des marques de peinture sur la chaussée, mais ces marques concernaient le réseau d'électricité. Nous avons tout de même informé les riverains concernés qui s'interrogeaient sur la partie bâtiments de la future unité de traitement, et notamment sur sa hauteur », explique François Delnott.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule

newsletter.

[S'inscrire](#)

Intégration paysagère

L'unité de traitement va en effet s'intégrer dans **un bâtiment technique d'une hauteur de 10,50 mètres** : un paramètre qui ne peut pas être modifié. Impossible, en effet, de creuser pour éventuellement enfouir une partie du bâtiment, en raison de la nappe phréatique. Quoiqu'il en soit, le bâtiment, dont le syndicat souligne qu'il est éloigné des premières habitations, va être construit de manière à s'intégrer dans le paysage. Des panneaux de couleur bleue, avec un dessin figurant des vagues verticales, des vitrages et bardages sur le pourtour de l'unité de traitement viendront en effet agrémenter l'aspect extérieur du bâtiment.

Aménagement d'un tertre pédagogique

Talus planté d'arbres et d'arbustes, noues paysagères, panneaux pédagogiques viendront s'ajouter à l'ensemble, ainsi que l'aménagement d'un tertre où chacun pourra mieux comprendre les enjeux liés à cette unité de traitement, qui comprendra **un réservoir d'eau potable de 800 m3** et deux lagunes de traitement des eaux de lavage.

Coût de l'unité de traitement : près de 5,8 millions d'euros

Le coût de l'unité de traitement en elle-même s'élève à près de 5,8 millions d'euros et bénéficiera de subventions de l'Agence de l'eau et du Département. Le SIAEPA aura de son côté recours à l'emprunt pour financer l'équipement. Le calendrier des opérations est déjà arrêté : après une période de préparation, dès ce mois d'avril, **les travaux devraient démarrer d'ici à fin août**. À noter que le permis de construire a été obtenu.

Fin juin 2028, des essais, à savoir mise au point et mise en régime devraient commencer, jusqu'à novembre 2028, pour **une distribution en 2029**. Des précautions seront par ailleurs prises pour limiter toute gêne aux riverains : le chantier se déroulera ainsi le jour, il n'y aura donc pas de travaux la nuit ou le week-end.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Tôtes. Cambriolages en chute, mais une inquiétude persiste : ce que révèlent les chiffres 2025 de la gendarmerie

Ghislain Annetta

3-4 minutes

Dans la vie d'une unité de gendarmerie, l'inspection annoncée est un moment solennel mais habituel puisqu'annuel. Sauf que celle de la communauté de brigades (COB) de Tôtes, vendredi 3 avril, revêtait un caractère particulier, voire unique. C'était la dernière du major Marc Fauqueux. Le commandant de la COB a fait valoir ses droits à la retraite. Il ne sera plus "d'active", officiellement le 1^{er} juillet prochain. Mais il restera un peu gendarme puisqu'il enfilera l'uniforme de réserviste, le temps de quelques missions. Il laisse une communauté de brigades performante si on en croit les statistiques révélées devant les élus locaux au premier étage de la mairie.

"Les chiffres sont remarquables"

"Les chiffres sont éloquents, remarquables", a souligné le député Robert Le Bourgeois. Le symbole, c'est le taux de résolution des gendarmes de Tôtes et Saint-Saëns : 63 % quand la moyenne nationale est à 40 %. "Votre engagement est remarquable depuis 2011. Vous êtes un chef respecté", l'a félicité le chef d'escadron Paul Baylac-Choulet, commandant la compagnie de gendarmerie de Neufchâtel-en-Bray. Preuve du respect qu'il inspire, le major Marc Fauqueux a eu droit à une standing-ovation de la part de l'assistance rassemblée vendredi dernier en fin de matinée. Il sera remplacé par le major Noël Hébert, qui est déjà son adjoint depuis le 1^{er} juillet dernier.

Baisse des cambriolages

Outre le taux de résolution, que faut-il retenir de l'activité de la COB de Tôtes pour l'année 2025 ? L'unité qui s'étend sur 37 communes a su maîtriser une délinquance, en majeure partie *"itinérante"*. Les gendarmes ont réalisé 1 027 interventions l'an dernier. Ils ont constaté 655 faits, contre 713 en 2024, soit une baisse de 8,13 %. Les atteintes aux biens ont baissé de 24 % : 253 faits contre 333 en 2024. La baisse des cambriolages participe à cette tendance : chutant, en un an, de 90 à 73 actes (- 18 %). Plus surprenant, les escroqueries économiques et financières décroissent (de 94 à 85). *"Pourtant, on entend toujours parler d'arnaques numériques", souligne le commandant de la communauté de brigades.*

Un chiffre en hausse inquiète

En revanche, les atteintes volontaires à l'intégrité physique sont en

hausse : + 18 % (de 172 à 203). Les violences intrafamiliales y tiennent une bonne part. *"Notre marge de manœuvre est réduite. Tout se passe à l'intérieur des domiciles"*, souligne le patron de la COB. Quant à la sécurité routière, sept accidents ont été constatés, ils ont fait deux morts et sept blessés. 573 infractions routières ont été relevées par les gendarmes, dont une centaine pour des vitesses excessives.

Sur le territoire, c'est Saint-Saëns qui a connu le plus de faits de délinquance (90) devant Tôtes (67) et Val-de-Scie (65). Pour les cambriolages, Tôtes et Bosc-le-Hard se partagent la triste première place (7 faits).

Narcotrafic : au Havre, la riposte des services de l'Etat

6-7 minutes

Le port du Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France. © Maxppp - ORLANDO BARRIA/EPA

Diffusé le mardi 7 avril 2026 à 7:31

Publié le mardi 7 avril 2026 à 7:31

Le Havre reste la porte d'entrée de la cocaïne en France et même de la drogue en général, avec 30% des produits stupéfiants qui arrivent par le port. Face à une "menace existentielle" comme le soulignait l'OFAST l'an dernier, voici comment les services de l'État ripostent.

Le port du Havre reste la principale porte d'entrée de la drogue en France métropolitaine. **30% de la drogue** qui arrive sur notre territoire y **entre par le port du Havre** et en 2025, les douanes ont saisi 110 tonnes de stupéfiants, dont **une majorité de cocaïne**. Bien que le cannabis reste la drogue la plus consommée en France, **la consommation de cocaïne est en constante augmentation** et les narcotrafiquants redoublent d'efforts pour faire arriver le produit jusqu'aux consommateurs. Face à cela, les services de l'État ripostent.

"Une menace existentielle"

*"La lutte **contre le narcotrafic** est à prendre très au sérieux parce que c'est une vague considérable qui arrive en France. À certains égards, je pense que c'est même devenu une menace pour l'État",* déclarait Édouard Philippe en mars pendant la campagne municipale. Déjà l'été dernier, l'Office anti-stupéfiant, l'OFAST, parlait dans son rapport de **"menace existentielle"** pour la France. Au Havre, première porte d'entrée de la drogue, le port est en première ligne avec ses 10 000 hectares, soit 1,5 fois la taille de Paris.

Une véritable petite ville où travaillent 30.000 personnes, que gère entre autres Florian Weyer, le directeur du port du Havre qui ne lésine pas **sur la sécurisation des installations** : *"des zones d'accès contrôlées avec badges, des surveillances par caméras, des survols de drones et un service de sûreté portuaire avec 150 agents."*

Tout l'enjeu est d'éviter la corruption des agents car ici personne ne veut revivre [le drame de 2020, la mort d'un ouvrier docker](#) sur fond de trafic de stupéfiants. *"On travaille énormément avec les forces de l'ordre et notamment **la douane qui déploie des modules de formation** et nous avons aussi été accompagnés par l'Agence française anti-corruption."* précise Florian Weyer.

"Pour l'instant en France, on n'a jamais eu d'épisodes aussi

dramatiques que ce qu'ont connu les ports nord-européens avec **des menaces directement contre des membres du gouvernement en Belgique et aux Pays-Bas**. On n'est pas à ce niveau-là et on travaille pour que ça n'arrive jamais."

Douanes, gendarmerie, police, port : un travail commun

Tous les services de l'État travaillent de concert : douanes, gendarmeries, police, port. Depuis la création d'**une antenne OFAST au Havre** en 2021, le nombre d'agents a été triplé, *"ils sont aujourd'hui **une trentaine souvent à gérer des enquêtes aux ramifications internationales**"*, explique Jérémie Dumont, le commissaire divisionnaire, chef du service interdépartemental de la police judiciaire de Rouen : *"des enquêtes qui parfois ont des origines, **des renseignements donnés par des services étrangers**, lesquels sont transmis à l'OFAST centrale et exploités par l'antenne du Havre."*

Alors qu'à Marseille, deuxième port de France, les règlements de compte sont légion. **Le Havre est plutôt la plaque tournante logistique**, détaille le commissaire divisionnaire Dumont. *"Il s'agit d'un trafic qui s'organise **par plateformes logistiques** avec des équipes plus ou moins structurées de récupérateurs qui font transiter cette drogue. Il n'y a pas cette logique d'appropriation territoriale comme à Marseille."*

Drop off, rip off, conteneur clone, les narcotrafiquants se montrent de plus en plus ingénieux pour faire arriver la drogue depuis les Antilles ou l'Amérique Latine jusqu'au Havre, cela nécessite donc **une constante adaptation des services de l'État sur le terrain**.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Narcotrafic](#)
- [port](#)
- [Drogues](#)
- [Police nationale](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 07/04/2026

Le 07/04/2026

La fête du cresson à Veules-les-Roses

Le 06/04/2026

Le 06/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Certains quais du port du Havre ont été électrifiés. Les bateaux de croisière peuvent désormais s'y raccorder au réseau terrestre, et ainsi rester alimentés sans avoir à faire tourner leur moteur. Le premier navire a été branché ce jeudi, et le site portuaire havrais est un des pionniers en France.

Le 31/10/2025

- Haropa Port, le regroupement des ports du Havre, de Rouen et de Paris, a présenté ce mercredi 21 janvier son bilan d'activité pour l'année 2025 et ses projets pour l'année 2026. Son directeur général est l'invité de ICI Normandie.

Le 22/01/2026

- "Je n'ai jamais compris ceux qui pensent qu'on doit choisir entre Le Havre et la France", a dénoncé ce jeudi sur ICI Normandie Édouard Philippe. Le maire sortant du Havre a lancé sa campagne pour les municipales dans sa ville ce mercredi soir, il est aussi candidat pour la présidentielle de 2027.

Le 29/01/2026

- Cette semaine, la ville du Havre a célébré les 20 ans de son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

Le 19/07/2025

VIDEO - A Etretat, deux opérations de secours déclenchées en une demi-heure pour des touristes piégés en zones

Sylvie Callier

5-6 minutes

A Etretat, les touristes étaient nombreux ce lundi de Pâques, certains se sont aventurés dans des cavités à la base des plus célèbres falaises de France. Une navrante habitude qui déclenche les opérations de secours. Ce 6 avril 2026, deux interventions ont eu lieu en fin de matinée pour une vingtaine de personnes. Attention, depuis l'arrêté de la ville d'Etretat pris en 2025, ils risquent de payer le prix de leur imprudence.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est le retour du beau temps sur la côte d'Albâtre et des week-end fériés. A Etretat, le flot des touristes monte à l'assaut des falaises. Les selfies près du vide donnent des sueurs froides à la [nouvelle brigade de gardes-champêtres](#).

Certains visiteurs veulent aussi faire des pérégrinations dans les tunnels qui traversent la pointe des falaises et dans la grotte du "trou à l'homme" près de l'aiguille d'Etretat.

Ce lundi 6 avril ne fera pas exception. Les secours ont été déclenchés à deux reprises à 11h30 et 12h08.

[A Etretat, l'hélicoptère de secours Dragon 76 a été mobilisé ce 6 avril 2026 en reconnaissance pour l'intervention de secours pour une dizaine de touristes qui se sont aventurés sous la falaise dans une zone interdite.](#) • © Lila Lefebvre/ France Télévisions

L'hélicoptère de la Sécurité Civile Dragon 76 a été déployé. A la falaise d'Amont, lieu dit du Chaudron, (à l'opposé de la célèbre falaise de l'Aiguille), il a fait une opération de reconnaissance. Un bateau de secours en milieu aquatique et les gendarmes ont aussi été mobilisés.

Dix personnes étaient bloquées par la marée au pied de la falaise. Guidées par les sauveteurs, elles ont pu rejoindre à pied la plage d'Etretat. (voir la vidéo en haut de cette page)

[A Etretat, sous la falaise d'amont, dix personnes qui étaient descendues se promener dans le tunnel à la marée montante. Un bateau de secours les rejoint pour les guider. • © Lila Lefebvre/ France Télévisions](#)

Une demi-heure plus tard, vers midi, dix autres personnes, de nationalité étrangère, se sont trouvées bloquées par la marée dans la grotte naturelle du "trou à l'homme" sous la falaise d'Aval, près de l'Aiguille. On ne compte plus à la belle saison les interventions dans ce lieu.

Dix sapeurs-pompiers, un bateau de la SNSM, des agents de la mairie ont été mobilisés. Les touristes ont été transportés indemnes sur la plage. *"Mis à disposition de l'autorité municipale et de la gendarmerie"* précise le SDIS 76. Il pourrait y avoir des sanctions.

[A Etretat, difficile de ne pas voir ces panneaux d'interdiction de s'aventurer dans la grotte du trou à l'homme et les tunnels de craie. Et pourtant... • © France Télévisions](#)

La ville d'Etretat, submergée par la passion pour ses falaises, des touristes du monde entier a publié [un arrêté](#) au printemps 2025. Le "trou à l'homme" était déjà interdit. Désormais, les lieux-dits "La chambre des demoiselles » et "la descente au chaudron" ainsi que les tunnels traversant les pointes des falaises le sont aussi.

Les promeneurs verbalisés pour incursion dans ces endroits interdits encourrent une amende de 135 euros. Depuis l'été 2025, ils peuvent aussi être contraints de [contribuer aux frais des interventions](#) de secours du SDIS 76 : 785 euros pour un sauvetage simple, plus de 3000 euros en cas de sauvetage avec hélicoptère.

Une vingtaine de promeneurs piégés par la marée au pied des falaises à Étretat

La rédaction d'infoNormandie

3-4 minutes

SEINE-MARITIME

Lundi 6 Avril 2026 - 14:01

A quelques minutes d'intervalle, deux groupes de promeneurs ont été piégés par la marée ce lundi à Étretat, en Seine-Maritime. Les sapeurs-pompiers, appuyés par l'hélicoptère Dragon 76, ont permis de sécuriser l'ensemble des personnes, dont dix touristes étrangers récupérés indemnes.



Des moyens adaptés ont été déployés pour porter assistance aux promeneurs piégés par la marée montante - Illustration Adobe Stock

Deux interventions quasi simultanées ont mobilisé les secours ce lundi de Pâques en fin de matinée à Étretat, en Seine-Maritime. À quelques dizaines de minutes d'intervalle, deux groupes distincts de promeneurs se sont retrouvés piégés par la marée montante au pied des falaises, dans des secteurs différents du littoral.

Au total, une vingtaine de personnes ont été concernées par ces opérations de secours en milieu aquatique, nécessitant l'engagement de moyens terrestres et aériens, dont l'hélicoptère de la sécurité civile Dragon 76, basé près du Havre.

Reconnaissance aérienne à la Porte d'Amont

La première intervention s'est déroulée vers 11h30, au niveau de la Porte d'Amont, lieudit « le Chaudron ». À l'arrivée des secours, dix personnes étaient bloquées en pied de falaise, isolées par la marée.

Une reconnaissance aérienne a été effectuée à l'aide de Dragon 76, avec à bord un sauveteur aquatique hélicopté. Cinq sapeurs-pompiers et trois engins ont été engagés, en lien avec la gendarmerie. Selon le service départemental d'incendie et de secours (Sdis76) les personnes en difficulté ont pu finalement regagner la plage par leurs propres moyens.

Dix autres personnes secourues au « Trou à l'homme »

Moins d'une heure plus tard, à 12h08, une seconde intervention était déclenchée au lieudit « le Trou à l'homme », toujours à Étretat. Là encore, dix personnes se retrouvaient coincées au pied des falaises, piégées par la montée des eaux.

Les secours ont mobilisé des moyens plus conséquents, avec dix sapeurs-pompiers et cinq engins, en coordination avec la gendarmerie et la mairie. Une reconnaissance a été menée avant la mise en sécurité du groupe.

Selon le bilan final, les dix personnes, de nationalité étrangère, ont été récupérées saines et sauvées par les équipes de sauvetage aquatique des sapeurs-pompiers et la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer). Elles ont été déposées sur la plage, puis prises en charge par les autorités locales.

A SAVOIR

Prudence face aux marées à Étretat

La configuration des falaises d'Étretat expose régulièrement promeneurs et touristes à des situations d'isolement rapide. La mer peut remonter en quelques minutes, coupant toute possibilité de retour à pied.

Avant toute sortie :

- consulter les horaires de marée
- repérer les zones de repli
- éviter de s'engager au pied des falaises sans visibilité sur la remontée des eaux

Chaque année, plusieurs opérations de secours sont déclenchées dans ce secteur particulièrement surveillé.

Cinq personnes piégées par la marée à Saint-Martin-Plage, hélitreuillées par Dragon 76

La rédaction d'infoNormandie

2-3 minutes

SEINE-MARITIME

Lundi 6 Avril 2026 - 11:58

Sortie sur le littoral, dimanche matin, qui s'est terminée sous l'œil des secours au large de Saint-Martin-Plage, en Seine-Maritime. Cinq personnes, isolées par la marée au niveau des roches du Heaume, ont dû être évacuées par hélicoptère.



L'hélicoptère de la sécurité civile Dragon 76 a hélitreuillé les promeneurs en difficulté avant de les reposer sur la plage - Illustration

Dans la matinée du dimanche 5 avril 2026, cinq personnes se sont retrouvées bloquées par la marée au niveau des roches du Heaume, dans le secteur de Saint-Martin-Plage, en Seine-Maritime. Alerté, le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, sollicité et coordonné l'intervention des équipes du SDIS 76.

Face à la montée des eaux et aux difficultés d'accès au site pour récupérer les personnes isolées, le CROSS a engagé l'hélicoptère de la sécurité civile Dragon 76. L'appareil a procédé à leur évacuation par hélitreuillage.

Rappel des consignes de prudence sur le littoral

Les cinq victimes ont ensuite été déposées au stade municipal de Saint-Martin-en-Campagne, où elles ont été prises en charge par les secours.

À la suite de cette intervention, la préfecture maritime rappelle plusieurs règles élémentaires pour éviter ce type de mésaventure sur le littoral : disposer d'un moyen de communication en état de marche, garder en permanence un repère visuel ainsi qu'un point de repli vers la terre ferme, consulter les prévisions météo et les horaires de marée avant toute sortie, et ne pas s'aventurer sur l'estran en cas de doute.

A SAVOIR - En cas d'urgence en mer

La préfecture maritime rappelle que toute personne victime ou témoin d'un événement de mer doit contacter le CROSS en composant le 196.

Un centre socioculturel visé par un incendie volontaire avec de l'essence ? Ce que l'on sait de l'incident à D

Clémence Blanche

3-4 minutes

Dimanche 5 avril 2026, vers 3h30, les pompiers de Dieppe (Seine-Maritime) sont intervenus pour un violent feu de haie, rue Léon Roge. L'incendie avait commencé à se propager sur le centre culturel à proximité, la Maison Jacques Prévert. Selon cette dernière, il s'agit "d'un acte volontaire".

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La haie a violemment pris feu en pleine nuit. Vers 3h30, ce dimanche 5 avril 2026, les sapeurs-pompiers sont intervenus pour éteindre l'incendie rue Léon-Roge, à Dieppe.

À leur arrivée sur place, le feu avait commencé à se propager sur la Maison Jacques Prévert, un centre social et culturel, ainsi qu'aux serres de la Ville.

Le centre a publié [un communiqué](#) sur son compte Facebook dans la journée dimanche annonçant que "*la Maison Jacques Prévert a été la cible d'un acte volontaire d'incendie, à l'aide d'essence*".

Le communiqué salue également les services de la Ville venus sur place et l'intervention "*rapide et efficace des sapeurs-pompiers*". Il aura fallu 13 soldats du feu et deux lances incendie pour éteindre le feu et protéger la maison. Aucune victime n'est à déplorer, seulement quelques dégâts matériels.

La zone extérieure de l'atelier poterie a été touchée, et la chaleur a entraîné la casse de plusieurs carreaux.

Maison Jacques Prévert

Centre socio-culturel à Dieppe

De nombreux Dieppois expriment leur solidarité dans les commentaires, sous la publication Facebook. Parmi eux, le directeur du Foyer Duquesnes, autre association socioculturelle de la ville : "*Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet acte qui vise un lieu utile aux habitants, aux familles et à la vie du quartier.*"

Pas de fermeture pour [la Maison Jacques Prévert](#), qui annonce au contraire la continuité de ses activités, *"avec les adaptations nécessaires, et tout est mis en œuvre pour garantir votre sécurité"*. Une enquête devrait nous en apprendre plus à l'avenir sur les causes exactes de cet incendie et ses auteurs.

Près du Havre. Un couteau caché dans le sac d'un élève : des collégiens ont parlé à temps

Luc Gallais

~3 minutes

Les faits sont survenus jeudi 26 mars, à l'intérieur du collège Georges-Brassens à Epouville. Un élève de 4^e, âgé de 14 ans, a été surpris par un de ses camarades en possession d'un couteau de cuisine. Long d'une vingtaine de centimètres, il était dissimulé à l'intérieur d'un sac à dos. L'adolescent aurait eu l'intention, depuis plusieurs jours, de s'en prendre à un camarade de classe, sans jamais passer à l'acte.

L'alerte donné à temps

Au courant de la situation, un ami du jeune potentiellement ciblé par cet élève l'en a alerté, avant que ces deux collégiens viennent signaler les faits à la direction. Le principal de l'établissement scolaire s'est alors rendu dans la classe concernée pour vérifier la présence ou non de cette arme blanche dans le sac. C'est là qu'il a découvert le couteau. Le chef d'établissement a alors immédiatement fait appel à la gendarmerie, qui s'est rendue sur place.

L'Académie "salue le civisme et la vigilance des élèves"

L'Académie de Normandie confirme ces faits. Elle indique d'abord *"saluer le civisme et la vigilance des élèves qui ont immédiatement alerté le personnel"*. *"Grâce à cette libération de la parole, l'équipe éducative et la direction sont intervenues sans délai, permettant de sécuriser la situation instantanément."* Une mesure conservatoire a été prise *"sur-le-champ"* par le principal du collège Brassens, *"compte tenu de la gravité de la situation"*. Le rectorat précise que cet élève de 14 ans a depuis *"l'interdiction stricte d'accéder à l'établissement, dans l'attente de son passage en conseil de discipline"*.

"C'est un gamin qui va mal"

"C'est un gamin qui va mal. Il n'a pas le profil d'un jeune violent ou menaçant. Il a besoin d'aide plus qu'autre chose, on aimerait qu'une cellule psychologique soit enclenchée avant les vacances d'avril", confie une personne travaillant au collège. La justice a été saisie par le biais d'un signalement au procureur de la République du Havre. Soizic Guillaume confirme *"qu'une enquête pénale est en cours pour ces faits. Elle est confiée à la gendarmerie"*. Le procureur n'en dit pas davantage à ce stade. L'Académie ajoute de son côté que des *"contrôles routiniers"* sont menés à l'entrée de l'établissement

afin que les collégiens présentent l'intérieur de leurs sacs. Des équipes mobiles de sécurité (EMS) vont intervenir prochainement.

"La sécurité de nos élèves et de nos personnels est notre priorité absolue."

Pays de Caux. Hausse du prix des carburants : des réservoirs de cars ont été siphonnés

Ghislain Annetta

1-2 minutes

Sans doute faut-il le lier avec la flambée des prix du carburant. Depuis une semaine, des cars sont pris pour cible en pays de Caux. Ces derniers jours, des siphonnages de réservoir ont été perpétrés dans les secteurs de Doudeville, Yerville et Barentin.

- **A lire aussi.** [Pays de Caux. La colère monte chez les infirmières libérales, étranglées par la hausse du carburant](#)

Lors de plusieurs nuits

Les véhicules d'au moins deux compagnies différentes ont été visés. Les premiers faits ont eu lieu mardi 31 mars, d'autres mercredi 1^{er} avril et enfin dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 avril. Pour réaliser leurs méfaits, les auteurs n'ont pas hésité à commettre des dégâts sur les véhicules, ce qui ajoute aux préjudices pour les transporteurs.

La gendarmerie avisée

La compagnie de gendarmerie d'Yvetot confirme avoir été avisée de ces faits. Des investigations sont en cours.

Notre-Dame-de-Bliquetuit. Inquiétudes pour les rassemblements de voitures anciennes

Anaëlle Dessole

~2 minutes

"C'est la première fois en 18 ans que je me demande si on va devoir annuler", expose Jean-Marie Bienvenu, organisateur de l'évènement Rétro-Piston de Notre-Dame-de-Bliquetuit. La prochaine édition de ce rassemblement est annoncée le 21 juin. "On a du mal à trouver des collectionneurs cette année, à cause du prix du carburant".

Des véhicules qui font jusqu'à 40 litres aux 100 kilomètres

Le Cauchois, lui-même propriétaire d'un GMC *"qui fait du 40 l aux 100 km"* reçoit de plus en plus de coups de téléphone de participants aux rassemblements de voitures anciennes et militaires qui lui disent *"qu'au prix de l'essence, ils ne vont pas se déplacer"*.

Jean-Marie Bienvenu est aussi un fidèle des commémorations du D-Day dans l'ex-Basse Normandie. *"On descend au 6 juin normalement, mais ça fait beaucoup de kilomètres. C'est vrai que ça pose des problèmes, on ne peut plus se permettre de se déplacer"*. Le Bliquetuitais le reconnaît : *"Habituellement, avec les deux-roues, on atteint 150 à 160 participants"*.

Pour le moment, il a une vingtaine d'inscriptions, seulement. Et comme les organisateurs offrent traditionnellement le repas aux collectionneurs, ils ne peuvent pas prendre le risque de commander et de jeter. *"Je ne sais pas ce que ça va faire leur guerre..."*, lâche-t-il fataliste.

Au Havre, ils cherchaient à voler du cuivre dans un local portuaire : quatre personnes interpellées

Romain Huynh

3-4 minutes

Quatre Havrais ont été interpellés par la sûreté portuaire vendredi 3 avril 2026. Ils cherchaient à récupérer le cuivre contenu dans des câbles d'alimentation électrique.



Les quatre individus cherchaient à voler du cuivre dans ce local portuaire



Par [Romain Huynh](#)

Publié: 5 Avril 2026 à 17h50 Temps de lecture: 1 min

Quatre hommes ont été interpellés par la sûreté portuaire au [Havre](#) vendredi 3 avril 2026, peu après 15h30. Les individus avaient pénétré par effraction dans un local appartenant à Haropa Port, anciennement occupé par les pompiers. Ils avaient arraché des câbles électriques restés sur place et avaient commencé à en extraire le cuivre.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Une convocation au tribunal à venir

Haropa Port a déposé une plainte, et les quatre Havrais, âgés de 18 à 45 ans, ont été interpellés et placés en garde à vue jusqu'au samedi 4 avril dans l'après-midi. Remis en liberté, ils seront convoqués devant le tribunal correctionnel où ils seront jugés des chefs de dégradation en réunion et vol en réunion, qu'ils ont reconnus.

Lire aussi

[Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès départemental des anciens combattants](#)

[Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève pour obtenir « une aide concrète »](#)

[Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès départemental des anciens combattants](#)



[Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève pour obtenir « une aide concrète »](#)



[Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp](#)



[Il veut sauver le patrimoine oublié, le HAC au ralenti... le point actu à 20 h](#)



[Étretat : 10 personnes piégées par la marée au Trou à l'Homme et 10 autres bloquées au Chaudron](#)



[Accident au Havre : relaxé au pénal, mais responsable des lourdes séquelles d'un adolescent](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Politique. Violences post-municipales : la démocratie sous tension

Le Courrier Cauchois

1-2 minutes

Du jamais vu en France : après les municipales, des maires sortants ou de nouveaux élus ont été agressés par leurs adversaires. Ces scènes ont pu éclater contre les sortants dans des mairies remportées par LFI ou des listes PS-Verts : à Creil (Oise), à Vaulx-en-Velin (Rhône), au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), à Mantes-La-Jolie (Yvelines)... Certaines ont éclaté aussi dans des municipalités sans étiquettes politiques : ainsi à Moncontour (Côtes d'Armor, 700 habitants), le nouveau maire élu au premier tour démissionne au bout de deux semaines : il a été pris pour cible par des attaques d'une violence inouïe parce qu'il a subventionné l'école privée ! Sommet de toutes ces brutalités inédites : à Fresnes (Val-de-Marne), la veille de l'installation de l'équipe LR qui vient de battre la liste de gauche, la mairie est mise à sac par un groupe d'individus masqués... Devant ces dérapages variés, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez désigne tout de même un parti : *"Plus de 120 faits ont été judiciairisés, souvent dans des communes remportés par La France Insoumise."*

Port-Jérôme-sur-Seine. Désignations et prise de position au conseil municipal

Luc Gallais

3-4 minutes

"On ne vous a jamais autant entendu..." La petite phrase, signée Virginie Lutrot, à destination de Jean-Cyril Montier, chef de file de l'opposition RN, symbolisait bien la teneur du dernier conseil municipal. Un conseil assez technique, tourné principalement sur la désignation des membres des commissions municipales et des représentants de la Ville dans diverses instances.

- **A lire aussi.** [Notre-Dame-de-Gravenchon. Une opération école morte mardi à l'école Charles-Péguy pour protester contre la prochaine fermeture d'une classe](#)

"Cela va changer vos statistiques..."

Mais un conseil marqué par les différentes prises de position du groupe de l'opposition "Port-Jérôme-sur-Seine en commun". "Cela va changer vos statistiques, Madame le maire", a subtilement réagi Jean-Cyril Montier, en référence au compte fait par la première édile durant les dernières élections municipales sur les près de 98 % de vote des élus RN lors de la précédente mandature. Les quatre élus de l'opposition ont levé la main pour voter contre plusieurs délibérations. Une première fois concernant les conseils des communes déléguées, organes facultatifs visant à renforcer la démocratie participative. "Ils n'ont pas de légitimité", estime Jean-Cyril Montier. Les seuls élus de Port-Jérôme-sur-Seine se trouvent autour de cette table. Et leur constitution, avec des proches de votre équipe, sans concertation, ne représente pas l'ensemble des habitants." "C'est votre droit, mais ces conseils sont le fruit d'une charte de gouvernance lors de la création de la commune nouvelle en 2014 et on est bien content de les avoir", a précisé Virginie Lutrot. Une désapprobation plus appuyée s'est manifestée lors du vote sur les indemnités de fonction aux élus. "Comme il y a six ans, on votera contre. Notamment pour les conseillers municipaux délégués (maires délégués), est-ce que quelques réunions par an valent un treizième mois ? La majorité s'honorerait à en faire l'impasse, idem sur les 15% de majoration des indemnités attribuées aux élus." Cette majoration intervient puisque la commune est le siège d'un bureau centralisateur d'un canton. "Je vais quand même défendre les conseillers municipaux. Ceux qui n'ont fait que quelques réunions ont vu leur indemnité être retirée. Tous les autres œuvrent, portent des projets, et les adjoints acceptent d'avoir moins puisqu'ils sont aidés par les conseillers municipaux", a affirmé Virginie Lutrot.

Les membres des commissions ont été élus

Cinq commissions municipales ont été créées et formées :

éducation jeunesse et sports, culture et événementiel, cadre de vie et transition écologique, finances et services publics, solidarités. Leurs membres ont été élus, ainsi que ceux siégeant dans le conseil d'administration du CCAS. La Ville a fait une demande de subvention auprès de l'Etat, via la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), qui s'ajouterait à celle de 800 000 € obtenue dans le cadre du Fonds vert, concernant la rénovation énergétique de l'hôtel de ville. Quant à l'immeuble Calypso, elle a reçu une subvention de 775 157 € accordée par la Région au titre du Fonds régional d'aide au développement des territoires (FRADT).

Election. Après l'égalité parfaite à Val-de-Scie, une sénatrice propose de changer la loi

Cédric Thomire

~2 minutes

Une élection tranchée... par l'âge. [Le cas inédit de Val-de-Scie](#), en Seine-Maritime, continue de faire réagir en pays de Caux et plus largement en France, jusque dans les rangs du Sénat. La sénatrice communiste [Céline Brulin](#) annonce, ce vendredi 3 avril, le dépôt d'une proposition de loi pour instaurer un troisième tour en cas d'égalité parfaite aux municipales.

Le scrutin avait marqué les esprits : deux listes, celle du maire sortant Christian Suronne et celle d'Adèle Bourgis, avaient chacune recueilli 642 voix. Faute de départage dans les urnes, c'est la règle actuelle du Code électoral qui s'est appliquée. Résultat : la liste avec la moyenne d'âge la plus élevée a obtenu la prime majoritaire et remporté l'élection.

"Une élection ne peut pas se jouer sur un âge : elle doit sortir des urnes"

Une situation que la sénatrice juge "désuète". "Une élection ne peut pas se jouer sur un âge : elle doit sortir des urnes", insiste Céline Brulin, qui dénonce une règle "qui amoindrit l'engagement des citoyens". Dans son viseur : l'article L.262 du Code électoral, hérité d'une tradition ancienne.

Vers un "troisième tour" ?

Pour y remédier, la parlementaire propose tout simplement d'organiser un nouveau scrutin en cas d'égalité parfaite à l'issue du second tour. Objectif affiché : redonner la décision aux électeurs, plutôt qu'à un critère administratif.

Cette proposition s'inscrit aussi, selon elle, dans un contexte de crise de l'engagement démocratique, alors même que des mesures récentes visent à faciliter l'accès des jeunes aux mandats locaux (elle cite notamment le statut de l'élus étudiant).

Reste à savoir si cette initiative politique trouvera un écho chez les parlementaires.

Fécamp. Serge Girard, tête de liste du Rassemblement National aux élections, démissionne du conseil municipal

Valentin Carpentier

~2 minutes

C'est une des surprises de ce début de mandature municipale à Fécamp. L'ancien maire de Grainville-Ymauville et tête de liste du RN pour les dernières élections dans la cité des Terre-Neuvas, démissionne de son poste au conseil municipal.

"J'avais envisagé de laisser ma place"

Il était déjà absent, vendredi 27 mars, lors de l'installation du conseil municipal. Serge Girard a donc présenté sa démission moins d'une semaine plus tard. *"Ce n'est pas une décision prise dans l'urgence, explique le conseiller municipal démissionnaire. J'avais envisagé dès le départ deux options : en cas de victoire, j'aurais bien évidemment exercé pleinement les fonctions de maire. En revanche, dans l'hypothèse d'un rôle d'opposition, j'avais envisagé de laisser ma place."* Serge Girard explique vouloir se consacrer pleinement à un projet personnel important prévu pour les années 2027 et 2028.

Amandine Maupetit devrait le remplacer

Avec un score de 17,79% au deuxième tour des élections, dimanche 22 mars dernier, la liste du RN a obtenu 3 sièges au conseil municipal. Avec sa démission, Serge Girard devrait donc laisser sa place à Amandine Maupetit, 4^e sur la liste, qui, normalement, siégera aux côtés de Corinne Lecanu et Sébastien Marry. *"Je laisse donc ma place à un élu de notre liste sans déséquilibrer notre représentation RN au sein du conseil municipal, détaille Serge Girard. Je reste évidemment engagé pour Fécamp, mais sous une autre forme."*

Bolbec : ce qu'il faut comprendre sur la majoration de 15 % des indemnités des élus qui provoque un vif débat

Coline Poirer-Mellier

5-7 minutes

Réuni jeudi 2 avril 2026, le conseil municipal de Bolbec a rapidement quitté le terrain technique pour devenir politique. En cause : une majoration de 15 % des indemnités, dénoncée par l'opposition Rassemblement national et défendue par la majorité comme une application de la loi.



Pendant plus de quatre heures, la majorité et le chef de file du groupe RN dans l'opposition ont multiplié les passes d'armes lors du conseil municipal du jeudi 2 avril 2026. - Photo Coline Poirer-Mellier



Par Coline Poirer-Mellier

Publié: 6 Avril 2026 à 17h52 Temps de lecture: 1 min

Le conseil municipal devait être avant tout technique, ce jeudi 2 avril 2026, à Bolbec. Désignation des commissions, représentants de la Ville, indemnités des élus... Mais très vite, ce dernier point a fait déraiser les échanges vers un affrontement politique.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Vous vous augmentez de 15 % », lance ainsi Douglas Potier, élu d'opposition du groupe RN. Dans la salle, le débat s'installe. Et ne retombera pas pendant les quatre heures que dureront le conseil.

Une majoration prévue par la loi

La fixation de l'indemnité d'un membre du conseil municipal est forcément l'une des premières décisions prises lors d'un mandat, comme le prévoit le Code général des collectivités territoriales (CGCT). Les maires touchent une indemnité en fonction de la taille et du statut de leur commune.

Au cœur du débat, une majoration de 15 % des indemnités effectivement votée lors de la séance. « *Il s'agit d'une majoration qui a été instaurée par la loi* », rappelle l'exécutif en séance. Ce dispositif, en place depuis plusieurs années, concerne certaines communes, notamment celles qui sont chefs-lieux de canton ou bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine. Deux critères que remplit Bolbec.

Néanmoins malgré la majoration, les indemnités votées restent inférieures au maximum autorisé. Le maire, Christophe Doré, a choisi de percevoir une indemnité réduite par rapport au plafond légal. Une répartition qui permet également d'indemniser adjoints et conseillers municipaux délégués.

On ne va pas refaire la campagne [...] ce sont des indemnités encadrées.

Christophe Doré, Maire sortant

Les quatre conseillers d'opposition du Rassemblement national proposent d'y renoncer pour mettre en place des éléments de leur programme politique. La majorité, elle, distingue indemnités et politiques publiques. « *On ne va pas refaire la campagne [...] ce sont des indemnités encadrées* », tranche le maire.

Des échanges tendus

Le règlement intérieur du conseil a également cristallisé une nouvelle passe d'armes. Les élus du Rassemblement national ont voté contre et annoncé leur intention de saisir le tribunal administratif. Le conseil municipal a procédé à la création des commissions municipales et à la désignation des représentants de la Ville dans plusieurs organismes extérieurs.

Au fil de la soirée, les débats se sont durcis. « *On arrive dans des débats dont les Bolbecais se fichent et qui reflètent une image désastreuse de la Ville* », ponctue David Duhamel, seul élu d'opposition de gauche. Après plus de quatre heures de séance, ce premier conseil municipal aura surtout donné le ton : un mandat qui s'annonce animé, où chaque délibération pourrait devenir un terrain d'affrontement politique.

Lire aussi





[Les Nuits des forêts reviennent : Caux Seine agglo recherche des bénévoles pour encadrer l'événement](#)



[Tancarville : circulation perturbée sur la côte Saint-Nicolas et la route du Havre](#)



[Pays de Caux : des baptêmes de voitures américaines au profit de Lyséa, atteinte d'un cancer](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Bolbec \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Bolbec](#)



[Les Nuits des forêts reviennent : Caux Seine agglo recherche des bénévoles pour encadrer l'événement](#)



[Tancarville : circulation perturbée sur la côte Saint-Nicolas et la route du Havre](#)



[Pays de Caux : des baptêmes de voitures américaines au profit de Lyséa, atteinte d'un cancer](#)



[Bolbec : ce qu'il faut comprendre sur la majoration de 15 % des indemnités des élus qui provoque un vif débat](#)



[Dans son haras à Bolbec, Nadia Girard accueille un concours de beauté de bouledogues français](#)



[Port-Jérôme-sur-Seine : la circulation modifiée à l'entrée de ville dès le 13 avril](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Dans cette commune du pays de Bray, le conseil municipal va-t-il retrouver de la sérénité ?

Anne Bouchet

5-6 minutes

Les élections municipales à Saint-Hellier ont porté une nouvelle équipe, menée par Céline Baudry, pour gérer la commune, où l'ambiance était plus que tendue entre le maire sortant Alain Lucas et la moitié du conseil.



Par [Anne Bouchet](#)

Publié: 6 Avril 2026 à 07h02 Temps de lecture: 1 min

À Saint-Hellier, les trois dernières années ont été marquées par des passes d'armes entre le maire sortant Alain Lucas et les conseillers d'opposition (dont sa première adjointe). À tel point que deux ans de suite, le budget n'a pas pu être adopté et que [la préfecture a fait saisir la chambre régionale des comptes](#).

Pour les élections municipales de mars, le climat n'était pas plus serein. Le maire avait en face de lui une liste [menée par Céline Baudry, ancienne secrétaire de la commune jusqu'en 2024](#) et fille de la première adjointe... Une équipe constituée dès septembre et bien décidée à « tourner la page ». C'est ainsi que le 15 mars, [c'est la liste « Tournons la page » qui a largement remporté le premier tour avec 63,69 % des voix \(l'abstention a été de 18,41 %\)](#). Mettant ainsi fin à 25 ans de mandat de maire d'Alain Lucas.



Céline Baudry entourée de ses quatre adjoints - Photo Mairie de Saint-Hellier

« Une campagne dure »

« On s'est concentré sur le changement qu'on voulait apporter, sans être dans la critique, sans méchanceté, car il faut être reconnaissant du travail fait par notre prédécesseur, explique Céline Baudry, quelques jours après avoir été officiellement élue maire par le conseil municipal. Je pense que la population a apprécié. On a fait énormément de porte-à-porte pour présenter notre programme. On a réussi à rassembler mais sans faire de promesses irréalisables. »

L'élue regrette « une campagne dure » de la part de son adversaire, dont les documents distribués aux habitants « nous attaquaient, me dénigraient ». [Lors du conseil d'installation](#), auquel 120 personnes ont assisté (Saint-Hellier compte plus de 500 habitants), la maire a tenu à mettre les choses au clair, notamment concernant un courrier anonyme distribué la veille à la sortie de l'école et évoquant une fusion avec l'école de Bellencombre. « C'est complètement faux, assure-t-elle. On a même eu une bonne nouvelle : les deux postes de notre école sont maintenus. »

« Il faut aller de l'avant »

« La passation avec mon prédécesseur a été compliquée, reconnaît l'élue. Mais les élections sont passées, il faut aller de l'avant dorénavant, se mettre à travailler. » Sa première mesure a été de prendre [un arrêté pour interdire l'accès à l'aire de jeux pour enfants car un contrôle datant d'avril 2025 les a déclarés non conformes](#). Cour d'école, nettoyage de l'église, installation d'un bac de récupération de l'eau en bas du cimetière, défense incendie, redynamisation de la bibliothèque municipale... sont les sujets sur lesquels son équipe va se pencher dès les premières semaines. « Les dossiers, je les connais », conclut-elle.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)





[Quel est le parcours de la marche solidaire Oxfam 2026 prévue autour de Dieppe début juillet ?](#)



[Habitat écologique: et si vous vous lanciez ? Des rencontres prévues dans l'Eure et en Seine-Maritime](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



Convention, séjours en famille : le partenariat entre le lycée de Neufchâtel-en-Bray et la Chine renforcé



Christine Lesueur, maire de Forges-les-Eaux : « Je veux être dans la cohésion »



Près de Dieppe, un vrai temps de chien au 24e canicross d'Arques-la-Bataille



Près de Dieppe, une équipe de choc prépare déjà la saison touristique au Val-de-Scie



Sur l'A28, une aire d'autoroute et une portion fermées pour des

[travaux pendant plusieurs jours](#)



[« Faire du neuf avec du vieux » : la Derby à l'heure du démontage dans un lycée de Dieppe](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Cette commune près de Veules-les-Roses a deux maires : elles veulent faire vivre la démocratie autrement

Rédaction Dieppe

4-6 minutes

Françoise du Tertre a été élue officiellement maire de La Chapelle-sur-Dun. Elle est accompagnée de sa « co-maire », Pascale Lecauchois, avec qui elle partagera les tâches.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Caux](#)

Article réservé aux abonnés



Françoise du Tertre (au centre au premier rang), maire de La Chapelle-sur-Dun (Seine-Maritime) entourée de ses trois adjoints, Pascale Lecauchois (veste noire), Antoine Gaultier (à droite), Prune Mordret (à gauche), et des membres du conseil municipal. ©Les Informations dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 5 avr. 2026 à 12h28

Ces [élections municipales](#) ont révélé qu'il y avait eu un véritable intérêt à [La Chapelle-sur-Dun \(Seine-Maritime\)](#) pour la démocratie locale. Les chiffres sont éloquentes : **80 % de taux de participation** et trois listes en lice, ce qui implique que **34 personnes** étaient prêtes à s'engager pour servir la commune. Ce samedi 28 mars 2026, les nouveaux élus se sont réunis pour le conseil municipal d'installation à la mairie. À cette occasion, **Françoise du Tertre** a été élue maire et trois adjoints ont été désignés : Pascale Lecauchois officiellement 1^{re} adjointe mais dans les faits « **co-maire** », Antoine Gaultier 2^e adjoint et Prune Mordret 3^e adjointe. Sept conseillers municipaux siègent à leurs côtés. Après avoir remercié les Capelais pour leur confiance et la

secrétaire de mairie Élise Magnier pour son aide, la nouvelle maire a déclaré : « Nous avons fait le choix d'une mairie portée par **deux femmes** : les tâches seront partagées, réparties entre Pascale Lecauchois, mon binôme, et moi ».

« Faire autrement »

Françoise du Tertre a annoncé d'emblée qu'elle entendait « **faire autrement** » en impliquant ses adjoints et tous les conseillers municipaux à la gestion de la commune.

Sa méthode : échanger, partager et préparer ensemble les décisions. Selon la maire, chacun a un rôle à jouer. Elle concède **qu'associer** les personnes aux décisions est moins rapide mais **plus pertinent**. Les commissions seront attribuées selon les souhaits de chacune et chacun.

Son action prioritaire est de **rassembler** au sein du conseil et au sein du village : elle souhaite avant tout comprendre les besoins, créer de la cohésion afin de faire d'un collectif d'individus une équipe au service de la commune.

La maire compte prendre le temps de mettre en place cette équipe pour une action fluide par la suite. « Nous allons nous voir fréquemment durant le mois d'avril », dit-elle.

Des commissions extra-municipales

Françoise du Tertre a aussi annoncé que son équipe allait rencontrer et faire connaissance avec les membres du personnel communal afin de créer les meilleures conditions pour leur travail.

Municipales 2026, listes et résultats dans votre commune

Elle a suggéré que des **commissions extra-municipales** temporaires ou permanentes soient proposées aux Capelais pour aborder des sujets importants. Ces commissions seront animées par des élus.

À la fin de ce premier conseil municipal, des questions sur **l'église** ont été posées et sur la nécessité de la nettoyer et la protéger. Pour l'instant elle est fermée par arrêté préfectoral a rappelé Guillaume Valabrègue, conseiller municipal.

Un laboratoire pour la démocratie locale

La croix du calvaire qui s'est abattue suite à une récente tempête a été aussi évoquée. De tels sujets pourraient donc faire l'objet d'une prochaine commission extra-municipale.

Les enfants n'ont pas été oubliés car une chasse aux œufs a été organisée ce samedi 4 avril dans les jardins de la mairie.

Ce premier conseil municipal laisse augurer que La Chapelle-sur-Dun pourrait devenir un **laboratoire** pour la démocratie locale, où le partage du savoir et l'ajout des compétences de toutes et de tous sont privilégiés.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Égalité aux élections municipales à Val-de-Scie : comment des sénateurs veulent changer la loi

Mathieu Te Morsche

3-4 minutes

Après l'égalité parfaite au second tour des élections municipales à Val-de-Scie (Seine-Maritime), des sénateurs ont déposé une proposition de loi pour instaurer un troisième tour.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Sénat](#)



Au second tour des élections municipales à Val-de-Scie (Seine-Maritime), dimanche 22 mars 2026, Adèle Bourgis et Christian Suronne se sont retrouvés avec le même nombre de voix.

©Archives / Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 3 avr. 2026 à 16h19

Au second tour des élections municipales, dimanche 22 mars 2026, [l'égalité parfaite](#) entre deux candidats à [Val-de-Scie \(Seine-Maritime\)](#) a beaucoup fait parler. Les listes menées par Adèle Bourgis et Christian Suronne, maire sortant, ont toutes deux recueilli le même nombre de voix, **642**.

Finalement, c'est la liste du second, qui avait une **moyenne d'âge plus élevée**, qui l'a emporté. Au total, six communes en France ont connu le même cas.

Une proposition de loi

Face à cette situation, certains se sont interrogés sur la **pertinence** de la loi, et une [pétition avait été lancée](#) par un collectif de citoyens sur le site de l'Assemblée nationale pour demander son changement. L'affaire est remontée jusqu'à **Céline Brulin**, sénatrice

communiste de la Seine-Maritime, qui vient de déposer une proposition de loi.

Elle estime que la loi actuelle qui départage les candidats « est particulièrement ancienne et jugée largement **désuète** ». Son origine remonterait au moins à une décision du Conseil d'État du **Second Empire**, le 20 juin 1861.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Nous ne pouvons pas répondre à la crise de l'engagement dans la vie publique par des règles électorales qui amoindrissent l'engagement des citoyens au seul motif de leurs âges », avance-t-elle dans un communiqué.

Un éventuel tirage au sort

C'est pourquoi Céline Brulin, aux côtés d'autres [sénateurs](#) communistes, propose d'organiser en cas de second tour avec égalité parfaite, **un troisième tour** dans les mêmes conditions. « Une telle évolution permettrait de redonner la parole aux électeurs et d'assurer que l'élection résulte effectivement de leur choix », soulignent les sénateurs.

Municipales 2026, listes et résultats dans votre commune

Ils précisent que cette proposition s'inscrit dans la continuité de « mécanismes déjà existants, notamment pour l'élection du maire par le conseil municipal, où **plusieurs tours de scrutin** peuvent être organisés afin de départager les candidats ».

Et que se passerait-il si cette loi était adoptée et qu'en cas de troisième tour il y ait encore égalité ? Les sénateurs prévoient alors que les sièges soient attribués par tirage au sort. Cela présenterait « l'avantage d'une parfaite **neutralité** entre les candidats ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Pour la première fois, une maire est élue dans cette commune près de Dieppe

Rédaction Dieppe

2-3 minutes

Samedi 21 mars 2026, Catherine Poulet est devenue maire de Saint-Ouen-sous-Bailly près de Dieppe. Elle est la première femme à occuper le poste dans ce village.

Sur le même thème

[Droits des femmes](#)

[Municipales 2026](#)



Catherine Poulet (avec l'écharpe tricolore) est la première femme à devenir maire de Saint-Ouen-sous-Bailly près de Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations Dieppoises

Par [Rédaction Dieppe](#) Publié le 3 avr. 2026 à 15h05

Avec une seule liste en lice, pour les élections municipales à [Saint-Ouen-Sous-Bailly](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), le premier tour a forcément été sans surprise pour les électeurs.

Une maire bien connue des habitants

Samedi 21 mars 2026, la tête de liste, **Catherine Poulet**, a été élue maire et le conseil municipal a été officiellement installé. À 62 ans, Catherine Poulet est la première femme à être élue à la tête du charmant village de 221 habitants.

Elle est bien connue des habitants puisqu'elle faisait partie de la précédente mandature dirigée par **Jean-Marie Beaurain**.

Une passation de pouvoir sereine

La passation de pouvoir s'est déroulée sereinement, la nouvelle maire ayant été préparée en amont à reprendre les dossiers en cours et à exercer sa nouvelle mission.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Pour ce faire elle sera entourée de trois adjoints : Patrice Hamel a été élu premier adjoint, Corinne Rade, deuxième adjointe et Bertrand Dehaye, troisième adjoint. Le reste de l'équipe se compose de quatre conseillers sortants : Christiane Lebarque-Leroux, Jean-Bernard Benard, Isabelle Demouchy et David Dacheux. Les nouveaux élus sont au nombre de trois : Josiane Fillat, Vincent Godard et Justine Jobin.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Élection à la Métropole de Rouen : à quoi va ressembler le futur conseil ?

Jérémy Chatet

7-8 minutes

Sauf énorme surprise, Nicolas Mayer-Rossignol devrait être réélu le 8 avril 2026 à la présidence de la Métropole de Rouen. En coulisses, les tractations vont bon train pour constituer les groupes politiques. Dernières tendances.



Le siège de la Métropole de Rouen. - Stéphanie Péron Clément / Archives Paris Normandie.



Par [Jérémy Chatet](#)

Publié: 6 Avril 2026 à 18h09 Temps de lecture: 1 min

Une élection en chasse une autre. Le 8 avril, les conseillers communautaires vont élire le nouveau président de la Métropole de Rouen. Sauf énorme surprise, le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol, déjà confortablement [réélu maire de Rouen](#) le 22 mars avec 48,14 % des suffrages exprimés, devrait être reconduit, tant les résultats des municipales 2026 dans les 71 communes de la Métropole lui semblent favorables.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

135 conseillers communautaires

En 2020, Nicolas Mayer-Rossignol, seul candidat déclaré, avait été élu avec 89 voix sur 125. Pour cette nouvelle mandature, ils seront 135 conseillers communautaires à voter. Le ou les candidats à la présidence ne se déclareront que le jour du conseil. Outre l'élection du président et de ses vice-présidents (16 lors du mandat achevé), l'inconnue demeure quant au rapport de force politique du futur

conseil.

Quels groupes à gauche ?

Les élus locaux n'ont pas attendu la fin des élections municipales pour entamer les tractations en coulisses. En février dernier, Nicolas Mayer-Rossignol avait rassemblé [une quarantaine d'élus](#) et candidats socialistes au sein d'un collectif métropolitain, faisant du pouvoir d'achat, l'un des objectifs du mandat à venir.

Lors du mandat précédent, les différentes mouvances politiques de la majorité de gauche s'étaient réparties en trois groupes. L'un majoritaire (51 lors du mandat 2020-2026) réunissait socialistes et citoyens rassemblés derrière le maire de Rouen. Écologistes et communistes avaient chacun constitué leur propre groupe. La répartition sera-t-elle la même à l'issue du conseil du 8 avril ?

Dans l'entourage de Nicolas Mayer-Rossignol, on se refusait début avril à toute conjecture, rappelant que les groupes n'étaient pas encore constitués. Concernant les trois conseillers de LFI (Alexis Vernier, Maxime Da Silva et Florence Brudey), un rattachement à un groupe politique n'est pas à l'ordre du jour.

Vers un seul groupe à droite



À quoi va ressembler le futur conseil métropolitain ? - Archives
Stéphanie PERON CLEMENT/PN

Du côté des élus de la droite et du centre, ils ne devraient former qu'un seul groupe comptant une trentaine de conseillers métropolitains d'opposition, d'après nos informations. Reste à déterminer qui en prendra la tête.

Lors du précédent mandat, ils étaient scindés en deux. Le groupe des « Élus indépendants pour une Métropole des territoires », coprésidé par Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-lès-Elbeuf, et Marine Caron, élue d'opposition à Rouen qui a déclaré lors de la campagne des municipales 2026 qu'elle ne briguerait pas la présidence de la Métropole. L'autre groupe plus restreint, « Métropole avenir », était présidé par Julien Demazure, maire de la Neuville-Chant-d'Oisel.

Deux groupes d'indépendants

Les élus se réclamant sans étiquette politique ont, eux aussi, fait preuve d'anticipation. Début mars, sous l'impulsion notamment de Nicolas Amice, maire de Saint-Pierre-de-Manneville, le groupe

constitué de petites communes, dont les membres revendiquent leur indépendance politique, [avançait ses pions](#).

Avec un objectif : élargir ses rangs pour cette nouvelle mandature. Selon nos informations, de treize lors de la précédente assemblée, le futur groupe baptisé « Ensemble : Petites Communes et Indépendants » (EPCI) devrait rassembler 26 conseillers communautaires représentant 23 communes.

« Il y a largement de la place pour deux groupes aux mêmes méthodes et ne présentant pas de différences radicales. »

Théo Pérez, Maire de Bois-Guillaume

Il ne devrait pas être le seul groupe d'indépendants de la prochaine assemblée métropolitaine. Un second, mené par le maire réélu de Bois-Guillaume [Théo Pérez](#), qui figurait en 2025 dans l'ancien groupe, a de bonnes chances de voir le jour.

« Il y a largement de la place pour deux groupes aux mêmes méthodes et ne présentant pas de différences radicales, estime-t-il. Notre groupe sera plus à taille humaine, chacun aura sa liberté de vote. » En cours d'affinage, il serait composé entre six et dix élus. *« Nous ne présenterons pas de candidat à l'élection du président de la Métropole, ça serait s'inscrire dans une logique d'oppositions »,* précise Théo Pérez.

RN en minorité

Enfin, le Rassemblement national, qui accède au conseil métropolitain avec deux élus (Grégoire Houdan à Rouen et Mathéo de Souza au Grand-Quevilly), n'aurait pas l'intention de rallier un groupe politique.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation](#)





Qui veut reprendre la direction de ce centre de loisirs, près de Rouen, cet été ?



À Rouen, la piscine Diderot sera ouverte pendant les vacances de printemps

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Métropole Rouen Normandie](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation



Violence, colère et alcool. À Rouen, elle est condamnée pour des infractions en séries



Qui veut reprendre la direction de ce centre de loisirs, près de Rouen, cet été ?



À Rouen, la piscine Diderot sera ouverte pendant les vacances de printemps



Élection à la Métropole de Rouen : à quoi va ressembler le futur

[conseil ?](#)



[Digues de la Seine : quelle protection pour la boucle d'Anneville-Ambourville à l'avenir ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Conseil d'installation de Dieppe-Maritime : Sébastien Jumel réélu à la présidence de l'Agglomération

Marie LEMAISTRE

7-9 minutes

Réuni jeudi 2 avril 2026, le conseil d'installation de Dieppe-Maritime a reconduit Sébastien Jumel à sa tête avec une large majorité. L'élu a listé les grandes priorités du mandat.



Sébastien Jumel a été réélu président de l'Agglomération de Dieppe-Maritime, jeudi 2 avril 2026. ©Marie Lemaistre

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 3 avr. 2026 à 10h53

Ce **jeudi 2 avril 2026** s'est tenu le conseil d'installation du nouveau conseil communautaire de [Dieppe-Maritime \(Seine-Maritime\)](#).

Devant les 46 représentants des différentes communes de l'Agglomération, nouvellement élus lors des récentes élections municipales, le premier point à l'ordre du jour était l'élection du président de la communauté d'agglomération.

Nicolas Langlois, réélu maire de [Dieppe](#), a pris la parole afin de proposer la nomination de Sébastien Jumel, « comme évoqué en conférence des maires », précise-t-il.

Après le vote de chacun des conseillers et le dépouillement du scrutin en séance, le président sortant a été réélu avec 37 voix sur 43 exprimés, face à cinq votes pour Nicolas Langlois et un pour Patrick Boulier.

Un projet de territoire à réécrire avant la fin de l'année

Dans son discours d'intronisation, le président réélu, Sébastien Jumel, a souhaité réaffirmer les orientations que s'engageait à porter l'intercommunalité, forte d'une majorité élargie.

Vidéos : en ce moment sur Actu

L'une des premières missions du conseil communautaire sera la réécriture, « avant la fin de l'année », du projet de territoire de Dieppe-Maritime, un document prenant en compte les enjeux économiques, de développement portuaire, de formation, de santé, de logement et d'aménagement du territoire, en intégrant notamment les opportunités liées au chantier de l'EPR2 de Penly.

En matière d'industrie, Sébastien Jumel a confirmé la fin de la construction et l'entrée dans sa phase opérationnelle du magasin logistique d'Alpine « en septembre prochain ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Il a également rappelé l'ouverture proche d'une maison de l'énergie dans le bâtiment Clemenceau, face à la gare de Dieppe, ainsi que l'installation de cadres et techniciens d'Eiffage à proximité.



Le vote s'est tenu en présence et avec la participation des 46 conseillers communautaires, nouvellement élus. ©Marie Lemaistre

Ces projets ont notamment pu se concrétiser, d'après lui, grâce à la recherche de « financements croisés », permettant de « négocier un contrat de territoire avec **42 millions d'euros**, qu'il nous appartient désormais de mettre en œuvre pour construire notre centre intercommunal de santé, pour dessiner un pôle multimodal devant la gare, pour aménager Eurochannel 3 afin d'accueillir de nouveaux emplois, ou bien pour doter Dieppe Maritime d'une nouvelle piscine intercommunale », a-t-il énuméré.

À ce propos, le centre de santé intercommunal, qui compte déjà **11 médecins** et se prépare à en accueillir trois juniors à la rentrée, entre dans sa phase de travaux. Le 13 avril, le chantier démarrera par la démolition de l'actuelle maison médicale de garde.

« Le 10 avril, les médecins du centre de santé qui travaillent sur le site de l'hôpital dans les locaux de la maison médicale de garde s'installeront dans des locaux modulaires récemment mis en place, où ils resteront le temps des travaux », annonce Sébastien Jumel.

Le chantier de la piscine Delaune débutera une fois les fouilles archéologiques réalisées. L'aménagement d'Eurochannel 3 s'accompagnera d'un plan de soutien au commerce de proximité, en lien avec la chambre de commerce et d'industrie de Rouen-

Métropole.

Un premier comité de pilotage se tiendra le 10 avril afin de préparer une délégation de service public de transport, dans le but de renforcer l'offre, d'élargir la tarification solidaire et d'améliorer les services aux usagers.

Un projet de maison de la réparation et du réemploi a par ailleurs été évoqué, en faveur de l'économie sociale et solidaire. Le soutien à la culture et aux différents acteurs du territoire a également été réaffirmé.

Élection des vice-présidents

« En mars, nous nous sommes dotés d'un budget sérieux pour atteindre ces objectifs, avec 134 millions d'euros tous budgets confondus », souligne le président de Dieppe-Maritime. Il a conclu en réaffirmant que l'Agglomération « n'augmentera pas les impôts durant la mandature ».

Quatorze vice-présidents ont ensuite été élus sans difficulté au sein de l'exécutif communautaire, parmi des noms là encore proposés en conférence des maires.

Parmi les nouvelles compétences, une délégation nouvellement créée, en charge de l'agriculture, de la compensation agricole, du plan d'alimentation territorial et de la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (Gemapi), a été confiée au 12^e vice-président, Stéphane Skladanowski, maire de Martin-Eglise.

Patrick Boulier, maire de Varengueville-sur-Mer, 14^e vice-président, est également chargé de l'intégration territoriale du projet EPR2 et du développement du numérique à travers notamment l'essor de l'IA, l'intelligence artificielle, en lien avec les communes.

Antoine Labé, conseiller municipal à Dieppe étiqueté Rassemblement National, a choisi de s'abstenir lors des différents votes nominatifs.

Parmi les sujets soumis au vote figurait également la question de l'indemnité du président, réduite à 49,84 % de l'enveloppe légale et désormais fixée à 2 115 euros brut par mois, ainsi qu'à 661 euros brut par mois pour les vice-présidents.



Quatorze vice-présidents ont été élus au sein de l'exécutif communautaire. ©Marie Lemaistre

Quatorze vice-présents élus

- Frédéric Canto, 1er vice-président chargé du développement économique et de l'innovation
- Laurence Artaud, 2e vice-présidente chargée des zones d'activités économiques, de la politique locale du commerce et de la transition numérique
- François Lefebvre, 3e vice-président chargé de l'aménagement territorial et de l'habitat
- Clarisse Laboulle, 4e vice-présidente chargée de la culture et du spectacle vivant
- Christophe Louchel, 5e vice-président chargé du patrimoine communautaire et du suivi des travaux des grands projets intercommunaux
- Marie-Laure Dalahaye, 6e vice-présidente chargée des transports et des mobilités douces
- Frédéric Weisz, 7e vice-président chargé de la protection de l'environnement, de la transition écologique, de la gestion des déchets et du réseau de chaleur
- Laëtitia Legrand, 8e vice-présidente chargée du développement touristique
- Antoine Brument, 9e vice-président chargé de l'eau et de l'assainissement
- Bertrand Arent, 10e vice-président chargé des ressources humaines, de la mutualisation, des finances et de la commande publique
- Nicolas Langlois, 11e vice-président chargé de la santé, du port et de l'économie de la mer
- Stéphane Skladanowski, 12e vice-président chargé de l'agriculture, de la compensation agricole, du plan d'alimentation territorial et de la GEMAPI
- Florent Bussy, 13e vice-président chargé de l'économie sociale et solidaire, de l'insertion et de la politique de la ville
- Patrick Boulter, 14e vice-président chargé de l'intégration territoriale du projet EPR2 et du développement du numérique (IA) dans la gestion communale

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le centre de loisirs de l'université de Rouen menacé de fermeture, une cinquantaine de personnes manifeste sur le campus

Emmanuel Grabey

6-7 minutes

Publié le vendredi 3 avril 2026 à 18:37

Dans un contexte budgétaire très contraint, la direction de l'université de Rouen Normandie envisage la fermeture du centre de loisirs du campus de Mont-Saint-Aignan. L'inquiétude est grande chez les parents employés de la fac, qui ont manifesté ce vendredi en marge d'un conseil d'administration.

Le sort du centre de loisirs de l'université de Rouen, le SACSO (service d'action culturelle et sociale), sur le campus de Mont-Saint-Aignan, est en suspens. La direction de la fac cherche à faire de **nombreuses économies sur le prochain budget**, en réduisant voire supprimant des filières, en taillant dans la masse salariale, et donc en supprimant des services "annexes". Le centre de loisirs, qui fête cette année son 50e anniversaire et emploie deux personnes à plein temps en plus des animateurs (souvent des étudiants), accueille une soixantaine d'enfants d'employés de l'université.

Le président de l'université ouvert à l'étude d'autres solutions

Pour ces parents, c'est un service essentiel. Ils étaient une cinquantaine à manifester leur opposition vendredi 3 avril 2026 devant le bâtiment où se tenait le conseil d'administration. Plusieurs opposants à la fermeture ont pu s'exprimer avant l'ouverture du CA. Le président de l'université, Franck Le Derf, a **ouvert la voie à l'étude d'autres options** que la fermeture pure et simple du service, par exemple une augmentation des tarifs. La veille, jeudi 2, la suppression de ce centre de loisirs, proposée en CSA (comité social d'administration), a reçu un avis négatif des membres de ce comité, selon le syndicat SNESup-FSU.

En attendant qu'une décision soit prise, pour les bénéficiaires de ce service, **l'inquiétude est grande**. "J'habite à Fréville, il n'y a pas de centre de loisirs", explique Mélissa Bureau, maman de deux enfants de cinq et neuf ans et assistante de direction sur le campus. "Je suis allée me renseigner auprès de la mairie qui m'a dit qu'effectivement je ne dépendais d'aucun centre. J'ai appelé un peu tous les centres aux alentours, que ce soit Blacqueville ou Mont-Saint-Aignan. Tout le monde m'a dit qu'étant donné que j'étais hors commune, je ne passerais pas prioritaire."

Augmenter les tarifs

Plus qu'une solution de garde, le centre de loisirs est un **lieu d'épanouissement** pour les trois enfants de Romain Lepillé, maître de conférences. *"L'université a parlé de mettre les enfants au centre de loisirs de Mont-Saint-Aignan, mais ça fait 60 enfants. Je ne suis pas sûr que Mont-Saint-Aignan puisse l'absorber. Et puis ce centre de loisirs, c'est la maison du bonheur ! Mes fils, quand ils sortent de là, des fois ils sont chevaliers, à d'autres moments, ils sont reporters... Et ce qui est génial, c'est qu'ils ont envie d'être là, ils ne veulent pas rentrer à la maison."*

Face à la menace d'une fermeture totale, les parents ont réfléchi à des **solutions moins définitives** à proposer au président de l'université. *"On paye très peu cher le centre de loisirs",* détaille Sébastien Rey-Coyrehourcq, ingénieur sur le campus. *"On peut payer plus. Il a parlé de 140.000 euros de déficit. À l'échelle d'un budget de 250 millions ou 300 millions à l'université, je pense que collectivement, c'est possible qu'on fasse mieux."* Comme les autres opposants, il salue le pas en avant fait par le président qui envisage désormais l'étude de solutions alternatives. *"C'est ce qui aurait dû être fait depuis le début".*

Les célébrations du 60e anniversaire critiquées

Même son de cloche du côté du syndicat SNESup-FSU, qui déplore à la fois la **méthode employée**, mais aussi un manque de cohérence entre les économies budgétaires et les dépenses liées aux célébrations du 60e anniversaire de l'université. *"On est dans une période où, objectivement, on ne peut pas mettre ça en avant",* dénonce Pierre-Emmanuel Berche, maître de conférences et membre du SNESup-FSU. *"On a des collègues contractuels qui savent que leur contrat ne sera pas renouvelé l'année prochaine. On estime que c'est indécent de mettre en avant cet anniversaire de l'université dans cette période. Je pense qu'il [le président de l'université] aurait mieux fait de l'annuler purement et simplement. Ou alors d'organiser quelque chose, mais uniquement avec les ressources internes. On est vraiment très en colère par rapport à cette stratégie qui est en décalage avec la réalité de ce que vivent les collègues."*

- [Enseignement supérieur](#)
- [université](#)
- [Budget de l'État](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Réforme de la formation des enseignants, nouvelles formations aux métiers d'avenir, rénovation bâtiminaire : l'université de Rouen

Normandie fait sa rentrée 2025 dans un contexte national incertain et marqué par des contraintes budgétaires.

Le 04/09/2025 à 05:00

- Un ancien étudiant a été condamné ce lundi 24 novembre à de la prison avec sursis pour des menaces de mort répétées à l'encontre de l'université de Rouen et de plusieurs professeurs.

Le 25/11/2025 à 18:47

- En visite sur le campus de Mont-Saint-Aignan de l'université de Rouen vendredi 6 février 2026, le ministre de l'Enseignement supérieur promet que "plusieurs millions d'euros en plus" vont venir abonder le budget de la fac. Il répond aux inquiétudes de son président, exprimées sur ICI Normandie.

Le 06/02/2026 à 17:18

- Un incendie volontaire a complètement détruit le centre de loisirs des Deux Rives à Harfleur, près du Havre. Les pompiers sont intervenus vers 23 heures mardi 2 septembre. Le feu était maîtrisé mercredi matin. La ville d'Harfleur met en place un accueil temporaire à l'école primaire située à côté.

Le 03/09/2025 à 14:19

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Violences dans le foot : "Certains ont oublié les valeurs de notre sport", selon le président de la Ligue de Normandie

Marianne Naquet

4-5 minutes

Romain Féret, président de la Ligue de football de Normandie, dans les studios de ICI Normandie. © Radio France

Diffusé le vendredi 3 avril 2026 à 7:44

Publié le vendredi 3 avril 2026 à 7:44

Des actes de vandalisme à Arques-la-Bataille, des dégradations aux Grandes-Ventes, des vols comme à Vexin-sur-Epte : les violences augmentent dans les clubs de foot normands, selon le président de la Ligue de football de Normandie, invité de ICI Normandie ce vendredi 3 avril 2026.

Les clubs de foot normands font **face à une hausse des violences**. Les exemples se multiplient comme à Arques-la-Bataille, près de Dieppe, vandalisé il y a deux mois. C'est le constat que fait la Ligue de football de Normandie sur ICI Normandie, ce vendredi 3 avril. Son président, Romain Féret constate en effet, au niveau de la Ligue, "à peu près 60 à 70 dossiers disciplinaires déposés par semaine, qui vont de la contestation à des dossiers beaucoup plus graves. On a une augmentation par rapport à l'année dernière. Est-ce lié au fait qu'il y a plus de remontées, à travers nos réseaux d'information, un plus grand travail avec les services de l'État ?", s'interroge-t-il, ajoutant que cette violence n'est pas forcément propre aux clubs de football. "La violence vient aussi de l'extérieur. C'est toute la difficulté pour la Ligue de football et ses commissions d'identifier les gens qui sont licenciés et sur lesquels on peut avoir un pouvoir et ceux qui ne sont pas licenciés. On a besoin dans ce cas des services de l'État pour nous aider à éliminer ces comportements."

Des violences de plus en plus marquées chez les jeunes, y compris les enfants

Romain Féret indique que ces faits de violences se situent "surtout chez les jeunes et les vétérans, c'est-à-dire des joueurs de plus de 35 ans". **Les violences surviennent même chez les moins de 11 ans.** "On a eu une bagarre entre parents lors d'un match de U11. On a un vrai sujet sociétal. Alors, est-ce que c'est l'effet Mbappé, le projet Mbappé, avec l'espoir pour certains parents d'un ascenseur social, via leurs enfants ? En tout cas, certains parents remplacent aujourd'hui l'éducateur, au même titre que certains parents ont remplacé les professeurs." Pour lui, cela s'explique aussi par le besoin de "compétition, alors que le football, c'est du plaisir normalement." Il pense aussi que **c'est un problème d'éducation**. "On a oublié quelle

était la valeur du sport, quels étaient les enjeux, donc il faut se demander comment faire en sorte que le modèle compétitif ne dépasse pas le parcours de l'enfant." Le conseil du président de la Ligue aux présidents de club est de faire des matchs à huis clos.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Agression](#)
- [Fédération française de football](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Le 06/04/2026

Le 02/04/2026

Le 01/04/2026

Le 31/03/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le mauvais geste du joueur de Toulouse visant Simon Ebonog est la partie émergée d'un iceberg d'insultes ou d'agression qui minent le football amateur. On en parle avec nos invités dans "Bienvenue au club".

Le 03/11/2025

- Les actes d'incivilité et de violence de manière générale sont de plus en plus nombreux dans le football et n'épargnent pas nos clubs normands. À Vexin-sur-Epte, aux Grandes Ventes ou encore à Arques-la-Bataille près de Dieppe où les locaux du club ont été visités fin janvier 2026.

Le 03/04/2026

- Quel bilan pour l'année 2025 en matière de justice pour le parquet de Rouen ? Quelles priorités pour cette année ? Après les avoir détaillées lors de l'audience de rentrée solennelle vendredi dernier, le procureur de la République de Rouen est l'invité de ICI Normandie ce mardi 27 janvier.

Le 27/01/2026

- Le HAC, victorieux contre Angers dimanche 4 janvier (2-1), termine la moitié de cette saison de Ligue 1 à la 13e place du classement, on

fait le point dans "Bienvenue au club".

Le 05/01/2026

Le "coup de gueule" d'une athlète paralympique face à des bus inaccessibles à Rouen : "un simple déplacement d

Maeva Dumas

5-6 minutes

Pongiste paralympique rouennaise, Alexandra Saint-Pierre a récemment signalé sur ses réseaux sociaux une énième situation problématique liée à sa mobilité dans les transports en commun à Rouen. Un témoignage largement relayé par d'autres internautes et dont le réseau Astuce assure en avoir pris la mesure.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est en fin d'après-midi, dimanche 29 mars 2026, qu'Alexandra Saint-Pierre attend patiemment un autobus à l'arrêt Belges à Rouen pour repartir dans son centre de rééducation.

Une situation normale pour la paraathlète en tennis de table, championne du monde en 2022 et sélectionnée aux Jeux olympiques 2024. Elle vit depuis plusieurs années dans l'agglomération rouennaise, elle est licenciée au club de Bois-Guillaume.

Pourtant, lorsque le bus TEOR se présente au bout de quelques minutes, ce qui devait être un déplacement ordinaire prend une tout autre tournure que la sportive de 28 ans va dénoncer sur sa page Facebook.

Dans sa publication partagée des centaines de fois, [Alexandra Saint-Pierre](#) résume brièvement ce qu'elle nomme un "coup de gueule" : "Le TEOR était là. Moi aussi. Mais je n'ai pas pu monter."

En fauteuil roulant, il lui est impossible d'accéder au bus qui s'est arrêté trop loin du quai et le conducteur lui explique qu'il n'est pas autorisé à faire marche à arrière. " Résultat : (...) Je reste sur le quai avec plus de 20 minutes d'attente dans le froid pour prendre le prochain", confie l'athlète en colère.

Une situation quotidienne qu'elle déplore et à laquelle elle lie aussi d'autres événements semblables qu'elle a vécus, comme la limitation à un fauteuil par bus alors qu'elle est accompagnée par

son compagnon aussi en fauteuil, "des rampes en panne" ou encore des "fauteuils roulants électriques ou avec assistance électrique, refusés à cause des batteries".

Nous sommes en 2026. On parle d'inclusion partout. Mais dans les faits ? On laisse encore des gens sur le côté.

Alexandra Saint-Pierre

Sportive de haut niveau rouennaise

Des paroles largement partagées par des dizaines d'internautes qui ont aussi témoigné de leurs expériences en commentaire.

"Je suis déficiente visuelle et bien souvent mon chien guide saute du bus jusqu'au trottoir car il y a un espace trop grand entre les deux", "hier un monsieur en fauteuil était en galère à monter dans le bus car le chauffeur était loin du trottoir" ou encore "j'ai déjà eu le même cas en fauteuil roulant"... Nombreux sont ceux qui ont souhaité signaler un problème d'accessibilité.

"Représenter ceux qu'on n'entend pas" en usant de sa notoriété, c'était le but d'Alexandra Saint-Pierre en partageant son ressenti sur les réseaux sociaux.

"Oui, il y a les personnes en situation de handicap comme moi mais je pense aussi à tous les parents en poussette, les personnes âgées, on a besoin de plus d'accessibilité. Un simple déplacement devient une vraie galère", souligne-t-elle.

Un agacement entendu par [le réseau Astuce](#) qui, à la suite de la publication, a pris contact avec la pongiste.

"Nous nous sommes bien entendu excusés de la situation, et comme j'ai pu l'expliquer, la situation de Madame Saint-Pierre est liée à un problème technique. Nous attendons des nouveaux bus mais nous n'en avons reçu seulement 16 sur 91 commandés, et ces derniers n'ont pas l'assistance de guidage nécessaire pour approcher correctement des quais. Cela va être rapidement réglé", assure Guillaume Aribaud, directeur du réseau Astuce.

Concernant les autobus avec uniquement une place pour un fauteuil, le responsable souligne qu'il s'agit "d'une homologation nationale" et que l'incident lié à l'interdiction du fauteuil roulant électrique est "une erreur car cela est autorisé".

Assurant être très mobilisé sur la question de la mobilité pour tous, Guillaume Aribaud a également indiqué avoir lancé avec le réseau Astuce la sélection d'un panel d'usagers qui permettra d'améliorer les services proposés.

Il comptera 50 personnes, dont 15 en situation de handicap. L'idée est notamment de nous permettre de voir ce que nos yeux de personnes valides ne voient pas au quotidien pour assurer le confort de tous.

Guillaume Aribaud

Directeur du réseau Astuce

Invitée à rejoindre ce groupe, Alexandra Saint-Pierre a accepté à la condition de pouvoir "changer concrètement les choses".

Notre-Dame-de-Gravenchon. Une opération école morte mardi à l'école Charles-Péguy pour protester contre la prochaine fermeture d'une classe

Luc Gallais

3-4 minutes

L'inquiétude grandit pour les parents d'élèves des écoles Charles-Péguy. Ces derniers jours, ils ont appris, par le biais de la directrice de l'école maternelle lors du dernier conseil d'école, qu'une des quatre classes était concernée par une fermeture d'ici la rentrée en septembre prochain. Il s'agit d'une des deux classes à double niveau petite et moyenne sections.

"Cela va perturber le bon fonctionnement de l'école"

Une opération école morte va être organisée mardi 7 avril pour dénoncer cette perspective, qui ferait craindre la suppression d'un poste d'enseignante et de celui d'un agent territorial spécialisé des écoles maternelles (Atsem). *"Le temps de décharge pour la directrice de la maternelle serait également impossible à maintenir avec une fermeture de classe. Tout cela va perturber le bon fonctionnement de l'école, alors qu'on a une situation idéale avec actuellement des classes de 18 à 22 élèves qui permettent un suivi individualisé et de bonnes conditions d'apprentissage"*, explique Annaëlle Lebret, une des quatre représentantes de parents d'élèves pour la maternelle Péguy. [Elles ont lancé une pétition en ligne qui a déjà atteint près de 350 signatures en quelques jours](#) et distribué des tracts vendredi 3 avril à la sortie de l'école pour expliquer la situation.

Seize élèves de moins attendus à la rentrée de septembre

"C'est une situation préoccupante pour l'école maternelle, poursuit Annaëlle Lebret. Une telle décision aurait des conséquences. On craint à terme d'avoir des classes à 28, voire 30 élèves pour les petites et moyennes sections. On a des enfants avec des difficultés, ayant des besoins particuliers, ce serait plus compliqué pour eux, comme pour les maîtresses et maître. On va se mobiliser pour sauver cette classe jusqu'au bout."

[A lire aussi : Lillebonne. "Touche pas à mon école" : la colère monte pour dénoncer la suppression d'une classe](#)

La Ville de Port-Jérôme-sur-Seine suit de près la situation. *"On a été appelé par l'inspectrice de l'Education nationale de la circonscription, Maryvonne Lequitte. Il y aura seize élèves de moins attendus à la rentrée (sur un effectif total actuel de 89 élèves, qui*

passerait donc à 73 élèves, N.D.L.R.). [Par rapport à l'école Petite Campagne où on était convaincu de pouvoir conserver la classe menacée, ce qui a été le cas lors de la rentrée dernière](#), cela sera plus compliqué, estime Virginie Lutrot, maire de Port-Jérôme-sur-Seine. On va soutenir le mouvement des parents d'élèves. On orientera les inscriptions vers cette école, mais on ne sait pas si cela suffira." La municipalité a alerté l'Inspection sur le fait que la classe de grande section allait déjà avoir un effectif de 24 élèves. "Il y aura un point fin juin, mais la classe de grande section doit être plafonnée à ce nombre d'élèves. Si on dépasse ce chiffre, cela pose question", ajoute Fabienne Beaudoin-Vaucelle, adjointe au maire chargée de l'Éducation et la Jeunesse.

Un conseil départemental de l'Education nationale doit entériner les choix de la prochaine carte scolaire jeudi 9 avril, avant une communication officielle prévue le lendemain par la rectrice.

[Vidéo] Lillebonne. "Touche pas à mon école" : la colère monte pour dénoncer la suppression d'une classe

Cédric Thomire

3-4 minutes

"Touche pas à mon école". "Non à la fermeture de ma classe". Vendredi 3 avril au matin, pancartes en main, des élèves de l'[école Prévert](#) à [Lillebonne](#) ont donné de la voix devant la barrière de l'établissement scolaire. Une opération école morte était organisée par les parents d'élèves pour dénoncer la fermeture d'une classe prévue à la rentrée de septembre prochain. L'opération a été très suivie par les familles : seulement dix élèves étaient en cours sur les 122 inscrits à l'école.

Contre la fermeture d'une classe

"Comme vous le voyez nous sommes nombreux à protester ce matin contre la décision du rectorat. Nous sommes absolument contre cette fermeture de classe", indique Amandine Boquet, maman de deux élèves en CE1 et CM2. Aujourd'hui l'école compte six classes, avec des effectifs allant de 19 et 24 élèves selon les informations des parents. Avec une fermeture, la moyenne par classe serait de 24 élèves. Une situation que l'on retrouve aujourd'hui dans beaucoup d'écoles.

Mais les parents alertent l'Education nationale sur le fait que l'effectif va forcément augmenter. *"Vous voyez là-bas, à quelques centaines de mètres, 55 nouveaux logements en cours de construction vont être livrés d'ici à septembre. Il y a des T4 et des T5, donc forcément il y aura des enfants qu'il faudra bien accueillir à l'école",* ajoute Amandine Boquet.

- **A lire aussi.** [Près de Fécamp. Risque de fermeture de classe à l'école : la colère monte chez les parents et les élus](#)

"Si on veut leur donner une chance de réussite, il ne faut pas fermer de classe"

"L'école fonctionne très bien, elle a un bon niveau. Les enseignants font du bon travail. Pourquoi prendre le risque de casser tout ça alors que, même sans tenir compte de nouvelles constructions, l'effectif sera stable. Mettre plus d'élèves par classe, c'est dégrader les conditions d'apprentissage, d'autant que certains enfants sont en difficulté scolaire et d'autres avec des besoins spécifiques. Si on veut leur donner une chance de réussite, il ne faut pas fermer de classe. Il ne faut pas chambouler une équipe pédagogique qui fonctionne bien", argumente Rachida El Alami, maman d'une élève en CP.

"Il y aura plus d'élèves à scolariser à l'école Prévert"

Présent sur place, le maire [Patrick Cibois](#) a déjà rencontré l'inspectrice de l'Education nationale de la circonscription et un nouveau rendez-vous est prévu la semaine prochaine. Il confirme que des logements vont être attribués à des familles à une date proche de la rentrée scolaire et a déjà demandé au bailleur social de lui donner des précisions. *"Les élèves qui arrivent à l'école Prévert viennent de l'école Triolet où le nombre d'élèves ne cesse d'augmenter. 68 à la rentrée de 2024, 84 en septembre dernier et ils seront 94 à la rentrée prochaine, explique le maire. Cette projection des chiffres en plus de l'attribution prochaine des logements montre qu'indéniablement il y aura plus d'élèves à scolariser à l'école Prévert."*

Une manifestation mardi

Vendredi matin, la pétition que les parents font circuler sur papier et en ligne avait recueilli un peu moins de 400 signatures. Les familles ont prévu une nouvelle opération école morte mardi 7 avril avec une manifestation devant les locaux de la circonscription de l'Education nationale à Lillebonne.

École et bac bloqués, convois... Près de Duclair, les parents se mobilisent pour sauver une classe

Fabien Massin

~3 minutes

Depuis mardi 31 mars 2026, l'école de Berville-sur-Seine (Seine-Maritime), une classe de l'école maternelle, est menacée de suppression. Les parents se mobilisent.

Sur le même thème

[Ecoles](#)

[Education](#)



Les parents d'élèves de l'école maternelle de Berville-sur-Seine (Seine-Maritime) se mobilisent pour sauver une classe. (©Photo transmise)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 5 avr. 2026 à 10h08

Mobilisation générale à [Berville-sur-Seine](#), petite commune située en face de [Duclair](#), à l'ouest de l'agglomération de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#).

Une classe de l'école maternelle est menacée de fermeture mais les parents font entendre leur mécontentement, en menant des actions depuis le mardi 31 mars 2026.

« 26-28 élèves par classe, ça n'est pas acceptable »

Depuis ce jour l'école est bloquée, seul le service périscolaire fonctionne. [Le bac reliant les deux rives de la Seine](#) a également été ponctuellement bloqué, et avec le soutien d'agriculteurs, des convois de tracteurs avec banderoles ont été organisés.

L'école compte actuellement trois classes, une par section, la **moyenne étant menacée de suppression**. Interrogée par 76actu, Marion, maman de deux filles scolarisées à l'école, explique : « Actuellement il y a 21 élèves en petite section, 14 en moyenne et 23

en grande section. Passer de trois à deux classes ferait passer les effectifs à 26-28 élèves par classe, ça n'est pas acceptable ».

C'est vrai qu'actuellement nous sommes en descente démographique. Mais des mamans sont enceintes, des logements sociaux vont prochainement être attribués à des familles, et une MAM (maison d'assistants maternels) va ouvrir. En fait il nous manque un an pour que les effectifs soient consolidés, qu'on nous laisse ce temps !

La mobilisation va se poursuivre jusqu'à jeudi 9 avril, date à laquelle l'inspection académique doit rendre sa décision. Les parents iront cet après-midi-là à la préfecture pour se faire entendre.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au Havre, moins d'hospitalisation en psychiatrie grâce à une vie en collectivité rythmée par l'entraide

6-7 minutes

Dans ce foyer situé en centre-ville du Havre vivent 21 personnes avec des troubles psychiques sévères. © Radio France - Amélie Bonté

Diffusé le lundi 6 avril 2026 à 7:31

Publié le lundi 6 avril 2026 à 7:31

Saviez-vous que 400 personnes atteintes de troubles psychiques sévères vivent en toute tranquillité en collectivité dans des maisons au cœur du Havre ? Grâce à ce dispositif, les hospitalisations en psychiatrie ont nettement reculé.

C'est une association qui gère **400 patients atteints de troubles psychiatriques au Havre**. [Habitat Côté cour](#) est un dispositif (de l'association Vivre et devenir) d'inclusion par le logement qui permet donc à des personnes atteintes de troubles psychiatriques sévères de vivre en groupe dans des maisons, avec seulement du personnel socio-éducatif, **aucun personnel médical**.

L'objectif est de réapprendre à vivre en collectivité pour certains, d'avoir un toit pour d'autres ou encore de s'entraider et surtout de limiter les séjours en hôpital psychiatrique. Au Havre, **il existe douze maisons, discrètement implantées** dans les différents quartiers de la ville, qui gèrent 400 personnes malades.

Cette résidence a ouvert il y a presque un an, en plein cœur du Havre. C'est Marie Delaroques qui nous fait la visite. "*Bonjour Steven*", lance-t-elle à un locataire croisé dans les escaliers.

Une ambiance auberge de jeunesse

Elle nous explique que sur les murs, le choix a été fait de beaucoup de couleurs et de graffitis d'artistes havrais pour éviter aux résidents de se sentir dans un endroit impersonnel et qui rappellerait le milieu hospitalier, **une ambiance auberge de jeunesse**, explique la directrice. "*C'est une résidence pour vingt et une personnes qui vivent avec des troubles psychiques plutôt sévères. La force, c'est la mutualisation de leurs compétences qui fait qu'ils s'adossent moins aux professionnels. Ici on a une diminution nette des hospitalisations en psychiatrie, on a une reprise des liens familiaux, on a une reprise d'activité sociale.*"

Dans cette maison, de nombreux jeunes issus de l'Aide sociale à l'enfance qui cumulent **parcours de vie compliqué et difficultés psychiques, des troubles schizophréniques ou de la bipolarité** comme Alban, 20 ans, qui a emménagé dès l'ouverture de la

maison il y a un an : *"Ici je me sens bien, j'essaye de remonter la pente mais j'en ai un peu marre de la collectivité, j'ai toujours vécu en collectivité. Avant j'étais en foyer."*

Depuis qu'il vit ici, Alban semble avoir trouvé sa voie professionnelle, la coiffure. Il commence d'ailleurs bientôt un stage dans ce domaine.

Rassurer, redonner l'estime de soi, c'est le quotidien des auxiliaires socio-éducatifs qui sont au sein de la résidence de 9h à 17h en semaine. Béatrice est l'une d'elles : *"On discute avec eux pendant le petit-déjeuner, on organise la journée, quand ils ont des rendez-vous on les stimule à y aller. Il y a aussi la stimulation à la douche, ou alors ne pas oublier les rendez-vous pour ceux qui ont des auxiliaires de vie."*

"On est beaucoup dans l'observation avec l'humain", explique Béa, comme tout le monde la surnomme ici.

Une entraide entre locataires

À 45 ans, Emmanuel, sous curatelle, vivait cloîtré seul chez lui, ayant été victime d'un abus de faiblesse, il était en dépression. Depuis qu'il est dans la résidence, **il a gagné en autonomie**, il ressort seul et c'est aussi grâce à l'aide des autres locataires : *"Je me sens mieux, j'ai le temps de me reposer, de me calmer. En plus, on réapprend les bases : la cuisine, la vaisselle, le ménage. C'est positif."*

Emmanuel apporte aussi beaucoup aux plus jeunes qui parfois ont besoin d'être tempérés, comme Brian, 21 ans, le *gamer* de la résidence, qui aide tout le monde avec ses connaissances informatiques ! Lui aussi vient de l'aide sociale à l'enfance : **"Ici c'est un peu un tremplin vers un vrai logement par la suite, un logement seul. Ici, je me sens entouré et je me sens bien."**

Depuis l'ouverture il y a quasiment un an, aucun locataire n'a lâché son projet de vie.

Il n'existe pas encore de statistique sur cette résidence-ci, mais dans une autre pour les seniors atteints de troubles psychiques, située dans le quartier Caucriauville, qui a ouvert il y a deux ans, c'est assez parlant. **La moyenne d'hospitalisation en psychiatrie** était entre trente et trente-cinq jours par an pour les locataires, elle **a chuté à 0,27 jour par an** depuis leur vie en collectivité au sein de ce dispositif.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Santé publique](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Le 07/04/2026

Le 07/04/2026

Le 07/04/2026

La fête du cresson à Veules-les-Roses

Le 06/04/2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Au Havre, depuis trente ans le "vivre ensemble" passe par une bonne entente entre les communautés religieuses qui se côtoient régulièrement. À moins de trois semaines des élections municipales, ICI et l'institut Odoxa dévoilent ce mercredi leur consultation sur le vivre-ensemble.

Le 25/02/2026

- Depuis 8 ans, Marie-Pierre Fayolle est bénévole au sein de l'association Le Havre des familles, dans le quartier Danton au Havre.

Le 09/02/2026

- Les tocs sont des troubles qui peuvent littéralement vous pourrir la vie Ces troubles obsessionnels compulsifs Des comportements répétitifs qui affectent lourdement le quotidien des personnes qui en souffrent.

Le 04/11/2025

- Cette semaine , la ville du Havre a célébré les 20 ans de son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

Le 19/07/2025

Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp

Isabelle Arson, correspondante de presse

4-5 minutes

Une structure originale vient d'être inaugurée face à la Halle au Blé à Gonneville-la-Mallet. Le SAD mixte « Les Valleuses », qui regroupe dans un même lieu les personnels d'aides et de soins à domicile. Facilitant ainsi le maintien des personnes à domicile en milieu rural.



« Les Valleuses » regroupent dans un même lieu les personnels d'aides et de soins à domicile; - Paris Normandie



Par Isabelle Arson, correspondante de presse

Publié: 7 Avril 2026 à 07h59 Temps de lecture: 1 min

À [Gonneville-la-Mallet](#), le service d'autonomie à domicile (SAD) mixte « Les Valleuses » regroupe dans un même lieu les personnels d'aides et de soins à domicile. L'objectif est de faciliter le maintien des personnes à domicile. « Sur notre logo figurent 3 silhouettes entrecroisées, qui symbolisent les 3 axes de nos actions : les personnes aidées, les bénévoles et les salariés », détaille Gilles Renault, le président de l'association SAD mixte « Les Valleuses ». « Une réforme récente nous a permis de créer « Les Valleuses » associant soins à domicile et aide à la personne sur un lieu unique. » Les bénévoles, nombreux, complètent les équipes de 13 aides-soignantes, qui officient sur 40 lits en soins à domicile, et 8 salariées pour l'activité d'aide à domicile.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Un site témoin

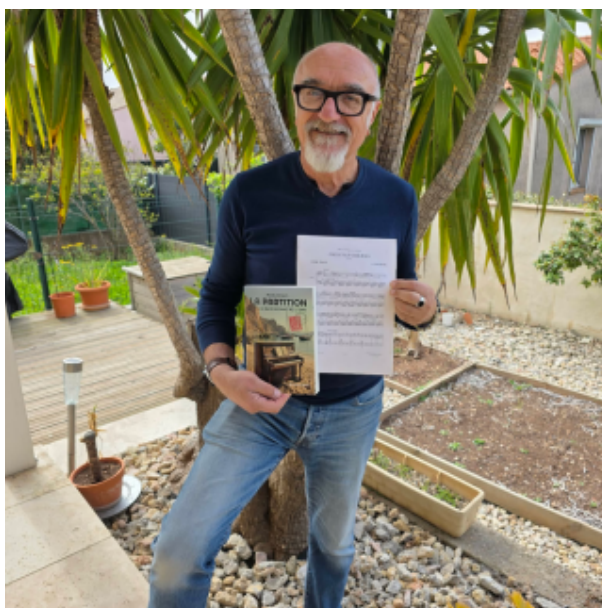
Marie-Hélène Gillet, coordinatrice de parcours, fait le lien entre personnels de santé et bénéficiaires. « *Nous sommes très fiers de ce lieu qui va pouvoir servir d'exemple. C'est un véritable site témoin !* »

La structure d'aide agit sur un large territoire, d'Angerville-l'Orcher à Étretat, en passant par Anglesqueville-l'Esneval, Beurepaire, Bénouville, Bordeaux-Saint-Clair, Criquetot-l'Esneval, Cuverville, Fongueusemare, Gonneville-la-Mallet, Hermeville, Heuqueville, Le Tilleul, Pierrefiques, La Poterie-Cap d'Antifer, Saint-Jouin-Bruneval, Saint-Martin-du-Bec, Sainte-Marie-au-Bosc, Turretot, Vergetot et Villainville.

SAD mixte, 12 place Guy-de-Maupassant à Gonneville-la-Mallet. Tél. 02 35 29 77

89, courriel ssiadcriquetot@orange.fr

Lire aussi



[Une partition mystérieuse : l'étonnante enquête de Michel Deshays, de Fécamp au Maroc](#)



[À Fécamp, une visite guidée au cœur des trésors sculptés de l'abbatiale de la Sainte-Trinité](#)



[Fécamp. Sitôt élu, sitôt parti : que pensent la gauche et la droite de la démission de Serge Girard ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gonneville-la-Mallet \(Seine-Maritime\) Étretat \(Seine-Maritime\)](#)

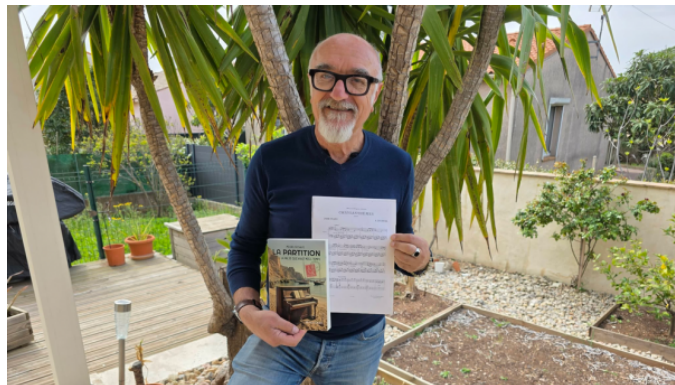
[Turretot \(Seine-Maritime\) Hermeville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[Une partition mystérieuse : l'étonnante enquête de Michel Deshays, de Fécamp au Maroc](#)



[Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp](#)



[À Fécamp, une visite guidée au cœur des trésors sculptés de l'abbatiale de la Sainte-Trinité](#)



[Près de Fécamp, une équipe de cambrioleurs arrêtée après trois mois d'enquête](#)



Video

[Les beaux jours de l'apprentissage en Normandie : stop ou encore ?](#)



[Fécamp. Sitôt élu, sitôt parti : que pensent la gauche et la droite de la démission de Serge Girard ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le château du Taillis remporte un grand prix et va restaurer "la plus petite orangerie de France mais la plus

Clémence Blanche

5-6 minutes

Le Château du Taillis, à Duclair (Seine-Maritime), a remporté le Grand Prix Artémis Domaines 2025. La nouvelle réjouit son propriétaire, qui l'a annoncé sur ses réseaux le 20 mars 2026. Les artisans sont à pied d'œuvre pour restaurer ce bout de patrimoine normand. Et il y a du travail !

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Le châtelain n'y croyait pas. Lorsque Nicolas Navarro a passé son grand oral en juin 2025 devant le jury du Grand Prix Artémis Domaines de la restauration, il ne s'imaginait pas que son projet de restauration de l'orangerie du Château du Taillis, à Duclair, serait retenu.

"Je me suis complètement décomposé, ma femme m'a même dit 'tu t'es complètement foiré' " à l'issue de la présentation, qu'il a fait durer presque une heure au lieu des 20 minutes réglementaires. Et pourtant, la passion de Nicolas Navarro a été payante.

Le 20 mars 2026, il annonçait sa victoire sur son compte Facebook.

[La fondation Mérimée](#) propose plusieurs prix chaque année, allant de 5 000 à 200 000 euros, et récompensant des propriétaires de monuments historiques, classés ou inscrits. Pour celui remporté par le Château du Taillis, il fallait proposer un chantier de restauration d'ampleur, *"dans le respect et le maintien des savoir-faire locaux"*.

C'est donc l'orangerie du domaine qui va bénéficier d'une métamorphose complète sous les instruments d'une trentaine d'artisans. *"Je dis souvent que c'est la plus petite orangerie de France mais la plus belle"*, plaisante le châtelain Nicolas Navarro.

"C'est au XVIII^e siècle que la mode des orangers prend en France, à l'époque les oranges ne ressemblaient pas à celles du supermarché mais plutôt à de petites balles de ping-pong, retrace-t-il avec élan. L'hiver se pose donc la question de leur conservation, il faut les rentrer dans des orangeries. Et la nôtre a été construite sur la forme atypique d'un temple gréco-romain."

[Les artisans qui vont contribuer à la renaissance de l'orangerie du Château du Taillis à Duclair lors d'une réunion de chantier en avril 2026.](#) • © Nicolas Navarro

Aujourd'hui, le bâtiment souffre de vieillesse et de manque d'entretien après la guerre, mais aussi de graves désordres, liés à sa construction comme un "*décor de théâtre*", fait de divers ajouts. Notamment des contreforts et un mur "*qui part dans le mauvais sens*".

Le coût total des travaux s'élève à 220 000 euros. La fondation Mérimée ne verse pas d'argent directement mais se charge d'honorer les factures des artisans.

"C'est à la fois une sauvegarde du patrimoine normand, une façon de faire perdurer le savoir-faire des artisans, et une source de revenus pour nous", détaille Nicolas Navarro. L'idée est de restaurer l'orangerie pour en faire un petit gîte pour deux personnes et ainsi créer une autre source de financement pour de futurs travaux.

Car la vie de château, ça coûte cher. Le propriétaire a racheté [le domaine](#) à ses parents, qui l'ont eux-mêmes acquis en 1998. Et depuis bientôt 30 ans, la famille Navarro passe de chantiers en chantiers pour redonner sa grandeur au bâtiment.

Pour cela, elle multiplie les rentrées d'argent. D'abord en participant à des concours et des prix, [comme le loto du patrimoine en 2018](#), permettant de rénover la serre "*qui avait tapé dans l'œil de Stéphane Bern*". "*On n'a pas assez de fonds personnels pour les travaux. Parfois c'est un coup de chance, si on n'avait pas eu cette aide on ne l'aurait pas rénové*", détaille le châtelain.

Mais aussi des activités payantes comme des "*murder party*", un escape game, des marchés, des concerts, des réceptions privées ou encore des reconstitutions historiques militaires, la deuxième passion de Nicolas Navarro après son château.

Sans oublier les billets des visiteurs, qui peuvent aussi soutenir la réhabilitation de l'orangerie [via le site de la fondation du patrimoine](#). Et d'autres chantiers "*énormes*" attendent encore la famille : les écuries, qui accueillent un musée militaire vieillissant, et l'intégralité des toits du château.

Tancarville. Des travaux sur la côte de Saint-Nicolas et la route du Havre ces prochains jours

Luc Gallais

1-2 minutes

Le chantier du renforcement du talus de la côte de Saint-Nicolas (RD17), qui avait connu [un éboulement de terrain en novembre 2023](#), est presque terminé. [Si la circulation a repris en décembre dernier, avec une réouverture provisoire de cette route reliant Tancarville à Saint-Nicolas-de-la-Taille](#), des travaux de finalisation vont entraîner une nouvelle fermeture. Il s'agit de travaux définitifs, avec la pose des dispositifs de retenue et d'une couche de roulement de la chaussée, réalisés par l'entreprise Eurovia. Cette fermeture va intervenir à partir du mardi 7 avril, pour le rabotage et le lendemain pour l'application d'un enrobé. Une ouverture de la route est possible en soirée. D'autres travaux vont être menés ensuite en journée sur la RD39, qui sera barrée au niveau des restaurants jusqu'en direction de la côte de la RD17. Par ailleurs, la circulation sur la route du Havre (RD982) va, à partir du lundi 13 avril, s'effectuer en alternat avec des feux tricolores et une vitesse limitée à 30 km/h. L'entreprise Sea Environnement procédera à des travaux de géodétection des réseaux.

L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation

Sylvain Auffret

3-4 minutes

Enedis rénove ses réseaux de distribution d'électricité au Grand-Quevilly. Le courant pourrait être coupé dans la matinée mardi 7 et jeudi 9 avril 2026 dans certaines rues.



Enedis coupera le courant mardi 7 et jeudi 9 avril dans certaines rues du Grand-Quevilly. - Louis Piraud/Paris Normandie



Par [Sylvain Auffret](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 10h07 Temps de lecture: 1 min

L'électricité est prévue pour être coupée ce mardi 7 avril depuis 8h30, et jusqu'à 11h, [rue de la République](#) (du 1 au 13, au 45, du 55 au 63, du 2 au 4, du 8 au 14, au 61B, au 9B), rue de l'industrie (du 1 au 5), rue de l'Ornay (du 1 au 7, du 4 au 6).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le chantier doit améliorer la distribution d'électricité. D'autres coupures sont programmées jeudi 9, entre 9 et 10h30, chemin du Gord et boulevard de Stalingrad.

Suivre les coupures en ligne

Enedis précise que « les horaires sont susceptibles d'être modifiés et l'alimentation pourra être rétablie à tout moment avant la fin de la plage horaire indiquée ». Il est possible de suivre l'évolution de la

coupure et connaître l'heure de rétablissement, sur www.enedis.fr

Lire aussi



Qui veut reprendre la direction de ce centre de loisirs, près de Rouen, cet été ?



À Rouen, la piscine Diderot sera ouverte pendant les vacances de printemps





[Élection à la Métropole de Rouen : à quoi va ressembler le futur conseil ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Grand-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[L'électricité coupée dans des rues de Grand-Quevilly pour rénovation](#)



[Violence, colère et alcool. À Rouen, elle est condamnée pour des infractions en séries](#)



[Qui veut reprendre la direction de ce centre de loisirs, près de Rouen, cet été ?](#)



[À Rouen, la piscine Diderot sera ouverte pendant les vacances de printemps](#)



[Élection à la Métropole de Rouen : à quoi va ressembler le futur conseil ?](#)



[Digues de la Seine : quelle protection pour la boucle d'Anneville-Ambourville à l'avenir ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Sur l'A28, une aire d'autoroute et une portion fermées pour des travaux pendant plusieurs jours

Paris Normandie

3-4 minutes

La Direction des routes prévoit des travaux sur l'aire de Maucomble et sur un pont, entraînant la fermeture de l'aire et d'une portion de route au niveau du Puceuil. Ces fermetures vont durer plusieurs jours.



Par la rédaction

Publié: 6 Avril 2026 à 13h06 Temps de lecture: 1 min

L'aire de Maucomble, sur l'A28 dans le sens Abbeville-Rouen, va de nouveau être fermée pour des travaux d'entretien, après [l'avoir déjà été à deux reprises en mars 2026](#). Elle subit depuis septembre 2024 [un important chantier de modernisation mise en place par TotalEnergies](#), gestionnaire de l'aire.

La Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest (Dirno) complète ces opérations par ses propres travaux. Ainsi, elle informe que l'aire de Maucomble sera fermée du mercredi 8 avril à partir de 8 heures jusqu'au jeudi 9 avril 17 heures.

Des travaux de nuit zone du Puceuil

En parallèle, la Dirno prévoit également des travaux d'entretien de l'ouvrage d'art situé sur le secteur « La plaine du Puceuil » toujours sur l'A28. Ce chantier entraînera une fermeture à la circulation entre les deux bretelles d'accès du Puceuil (entrée et sortie) dans le sens Abbeville-Rouen, pendant trois nuits, du mardi 7 au vendredi 10 avril, de 20 h 30 à 6 h du matin. Une déviation sera mise en place via la zone d'activité.

La Direction des routes recommandent la vigilance aux automobilistes pour la sécurité des agents.

Lire aussi





[On fait quoi ce week-end dans le pays de Bray ?](#)



[Quel est le parcours de la marche solidaire Oxfam 2026 prévue autour de Dieppe début juillet ?](#)



[Habitat écologique: et si vous vous lanciez ? Des rencontres prévues dans l'Eure et en Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



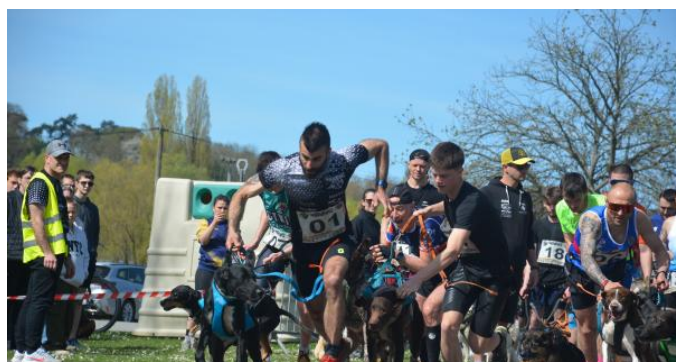
[Près de Dieppe, immersion vers d'autres pratiques professionnelles à Madagascar avec les lycéens d'Envermeu](#)



[Convention, séjours en famille : le partenariat entre le lycée de Neufchâtel-en-Bray et la Chine renforcé](#)



[Christine Lesueur, maire de Forges-les-Eaux : « Je veux être dans la cohésion »](#)





[Près de Dieppe, un vrai temps de chien au 24e canicross d'Arques-la-Bataille](#)



[Près de Dieppe, une équipe de choc prépare déjà la saison touristique au Val-de-Scie](#)



[Sur l'A28, une aire d'autoroute et une portion fermées pour des travaux pendant plusieurs jours](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Près de Dieppe, des travaux sur le pont de Crosville-sur-Scie prévus à partir du 7 avril

Loïc Potier

3-4 minutes

Pendant 5 semaines, des travaux d'étanchéité seront effectués par le Département sur le pont de Crosville-sur-Scie à partir du mardi 7 avril 2026. Une déviation est mise en place.



Par [Loïc Potier](#)

Publié: 5 Avril 2026 à 14h03 Temps de lecture: 1 min

Des travaux d'étanchéité de l'ouvrage d'art du pont de Crosville-sur-Scie sur la Route Départementale (RD 3), route du Cidre débuteront le mardi 7 avril. Ils dureront 5 semaines et nécessiteront la fermeture complète de la circulation 24h/24h, du 13 au 24 avril, sur la section située entre le carrefour avec la RD 23 au nord et le carrefour avec la RD 107 au sud. Une déviation sera mise en place pour les usagers. Entre le 7 et 10 avril puis entre le 27 avril et le 7 mai, la circulation sera alternée.

Des travaux d'entretien nécessaires

Construit en 1886 pour franchir la Saâne, le pont de Crosville-sur-Scie supporte aujourd'hui un trafic local de desserte. L'ouvrage en béton armé nécessite aujourd'hui des travaux d'entretien à partir du 7 avril prochain avec la reprise complète de l'étanchéité du tablier, à la réfection de la chaussée et à l'élargissement des trottoirs. Les travaux, financés par le Département 76, à hauteur de 157 000 TTC, sont réalisés par l'entreprise NGE GC.

Lire aussi





[Le cresson de Veules-les-Roses sera de nouveau présent à la vente à partir de mi-septembre 2026](#)



[Football – N2 : le FC Dieppe a offert trop de cadeaux au leader thionvillois](#)



[Football – N2 : face au leader, le FC Dieppe peut s'offrir un dernier frisson](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[Près de Dieppe, un vrai temps de chien au 24e canicross d'Arques-la-Bataille](#)



[Près de Dieppe, une équipe de choc prépare déjà la saison touristique au Val-de-Scie](#)



[« Faire du neuf avec du vieux » : la Derby à l'heure du démontage dans un lycée de Dieppe](#)



[Près de Dieppe, cinq personnes hélitreuillées piégées par la marée à Saint-Martin-en-Campagne](#)





[Un nouveau duo de vainqueurs au 41e rallye automobile de Neufchâtel-en-Bray](#)



[Une nouvelle génération de pilotes prend le volant du 41e rallye de Neufchâtel-en-Bray](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Port-Jérôme-sur-Seine : la circulation modifiée à l'entrée de ville dès le 13 avril

Coline Poirer-Mellier

4-5 minutes

Les travaux d'aménagement de l'entrée de ville vont impacter la circulation à partir du 13 avril 2026. Déviations, sens uniques et accès maintenus aux commerces : ce qu'il faut savoir pour circuler pendant toute la durée du chantier.



Les travaux d'aménagement de l'entrée de ville vont impacter la circulation à partir du 13 avril 2026. - Paris Normandie



Par Coline Poirer-Mellier

Publié: 5 Avril 2026 à 13h56 Temps de lecture: 1 min

À Port-Jérôme-sur-Seine, il faudra lever le pied et changer ses habitudes dès le 13 avril. À l'entrée de ville, le chantier de requalification et la construction du futur équipement Calypso entrent dans une phase visible, avec des conséquences directes sur la circulation.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Déviations et accès maintenus

Pendant environ trois semaines, l'avenue Kennedy sera partiellement fermée. Un axe pourtant très fréquenté, qui obligera les automobilistes à s'adapter. Les véhicules légers seront déviés par la rue des Terrasses, tandis que les poids lourds devront contourner le secteur via la D81. Une organisation provisoire, pensée pour

permettre la poursuite du chantier en toute sécurité, sans couper totalement les accès. Les commerces restent ouverts et le parking situé à proximité du giratoire face à l'Hôtel de Ville demeure accessible.

À partir de mai, la circulation ne sera plus coupée, mais réorganisée. L'avenue Kennedy passera en sens unique montant, tandis que la rue des Terrasses fonctionnera en sens descendant. Une configuration destinée à fluidifier le trafic autour du chantier. Les poids lourds continueront, eux, d'emprunter la déviation par la D81. Là encore, les accès aux commerces et aux stationnements sont maintenus.

Dernière étape en juillet, avec une nouvelle évolution du plan de circulation. La rue Henri Messenger sera partiellement fermée et ne permettra plus de rejoindre le giratoire situé face à l'Hôtel de Ville. Pour accéder aux commerces et au parking de l'avenue Kennedy, les automobilistes devront alors passer par la D81. La rue des Terrasses restera accessible aux véhicules légers, tandis que les poids lourds continueront d'être déviés.

Lire aussi



[Tancarville : circulation perturbée sur la côte Saint-Nicolas et la route du Havre](#)





[Les Nuits des forêts reviennent : Caux Seine agglo recherche des bénévoles pour encadrer l'événement](#)



[Pays de Caux : des baptêmes de voitures américaines au profit de Lyséa, atteinte d'un cancer](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)



[Tancarville : circulation perturbée sur la côte Saint-Nicolas et la route du Havre](#)





[Les Nuits des forêts reviennent : Caux Seine agglo recherche des bénévoles pour encadrer l'événement](#)



[Pays de Caux : des baptêmes de voitures américaines au profit de Lyséa, atteinte d'un cancer](#)



[Port-Jérôme-sur-Seine : la circulation modifiée à l'entrée de ville dès le 13 avril](#)



[Bolbec : ce qu'il faut comprendre sur la majoration de 15 % des indemnités des élus qui provoque un vif débat](#)



[Digues de la Seine : quelle protection pour la boucle d'Anneville-Ambourville à l'avenir ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Travaux à Dieppe : voici les chantiers et déménagements prévus en avril

Maxime Cartier

5-6 minutes

Comme chaque mois, la rédaction vous propose une liste non exhaustive des travaux prévus à Dieppe (Seine-Maritime). Voici ce qui vous attend en avril 2026.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Stationnement](#)

[Travaux](#)



Voici une liste non exhaustive des travaux prévus à Dieppe (Seine-Maritime) en avril 2026. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 7 avr. 2026 à 8h58

Les **vacances de Pâques** ont démarré à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) mais les **travaux**, eux, continuent. Comme chaque mois, la rédaction vous concocte une liste non exhaustive de travaux pouvant temporairement perturber la **circulation ou le stationnement**.

Voici ce qui vous attend pour le mois d'avril 2026. Et comme d'habitude, la liste est mise à jour tout au long du mois.

Bout du quai / front de mer

Rue du Bec : du mardi 7 au vendredi 10, afin de procéder à des travaux de branchement sur le réseau gaz, la circulation est interdite.

Caude Côte

Rue du Faubourg de la Barre : des travaux de protection de réseau électrique sont programmés le mercredi 15. De 9 h à 12 h et de 13 h

30 à 16 h 30, pour une demi-journée maximum, la circulation est déviée voie de droite.

Centre ville

Rue d'Ecosse : mercredi 8, entre 9 h et 11 h 30 et entre 14 h et 16 h, la circulation et le stationnement sont interdits dans le tronçon compris entre la rue du 8 Mai 1945 et le n°14. Une réparation sur une toiture est prévue.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Rue Tête de Boeuf : vendredi 10, de 8 h à 10 h, le stationnement est interdit sur plusieurs places, dans le cadre d'un déménagement.

Grande-Rue : lundi 13, de 10 h à 15 h, le stationnement est interdit sur plusieurs places, aussi dans le cadre d'un déménagement.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Rue du 19-Août 1942 : jeudi 23, de 10 h à 12 h, dans le cadre d'un déménagement, la circulation est interdite, entre la rue Saint-Rémy et la Grande-Rue et rue du Commandant Fayolle, dans le sens et tronçon compris entre la rue Aguado et la rue du 19 Août 1942.

Hôpital / Saint-Pierre

Rue Jean-Ribault : dans le cadre d'un déménagement, le jeudi 23, de 8 h à 10h, la circulation est réduite.

Rue Thiers : afin d'effectuer un déménagement, mardi 28, de 9 h à 14 h, la circulation est réduite.

Rue du Général Chanzy : le lundi 20, afin d'effectuer des travaux de débroussaillage, le stationnement est interdit sur plusieurs emplacements du parking.

Ilot du Pollet / Pollet / Neuville

Rue Lombarderie : afin d'effectuer des travaux d'alimentation électrique, le jeudi 9, de 8 h 30 à 17 h, la circulation est interdite.

Rue Mozart et sente des Amours : du lundi 13 avril au vendredi 15 mai, la circulation est réduite sente des Amours et le stationnement est interdit rue Mozart, entre les immeubles Greuze et Bartholdi et rue de Bonne-Nouvelle, entre le n°85 et la sente des Amours.

Janval

Rue de Blainville : dans le cadre de travaux d'intérieur, quatre places de stationnement seront inaccessibles, lundi 27 et mardi 28.

Avenue Gambetta : le vendredi 10, entre 8 h et 13 h, pour une durée de deux heures, la circulation est déviée sur la voie centrale dans le sens montant.

Le samedi 25, dans le cadre d'un déménagement, le stationnement est interdit sur plusieurs places.

Une protection sur le réseau électrique aérien est programmée. Le jeudi 30, entre 9 h et 16 h, durant une demi-journée, la voie de droite dans le sens descendant est neutralisée et la circulation est déviée sur la voie centrale.

Par conséquent, la circulation est réduite à une file, voie de droite, dans le sens montant.

Zac Dieppe Sud

Rue du Commandant-Caseau : jusqu'au jeudi 30, la circulation et le stationnement sont interdits en fonction du chantier, dans le sens et tronçon compris entre la rue de Stalingrad et l'avenue Normandie-Sussex.

Pendant cette période, la rue Louis de Bures est mise en impasse depuis l'avenue Vauban, tout comme la rue Hubert-Vain depuis la rue Jacob-Bontemps. Des travaux de dévoiement des réseaux sont menés

Du lundi 13 au vendredi 24, la circulation est interdite rue de Stalingrad, dans le sens et tronçon compris entre l'avenue Vauban et la rue du Commandant-Caseau et dans le giratoire Caseau-Stalingrad, entre les rues de Stalingrad et du Commandant Caseau.

Du lundi 27 au jeudi 30, l'interdiction s'applique cette fois dans le tronçon compris entre l'avenue Vauban et la rue du Commandant-Caseau. Aux mêmes dates, la circulation sera réduite dans le giratoire Caseau-Stalingrad.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Travaux sur l'autoroute A28 : deux jours de fermeture pour cette aire de repos en Seine-Maritime

Rédaction Neufchâtel-en-Bray

~2 minutes

Du mercredi 8 au jeudi 9 avril, l'aire de repos de Maucomble sur l'autoroute A28 sera fermée dans le sens Abbeville - Rouen. Des travaux d'entretien seront entrepris.

Sur le même thème

[Autoroute 28 \(A28\)](#)

[Pays de Bray](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



L'aire de repos de Maucomble sur l'A28 sera fermée pour des travaux. ©Le Réveil de Neufchâtel

Par [Rédaction Neufchâtel-en-Bray](#) Publié le 7 avr. 2026 à 6h10

Depuis plusieurs mois déjà, l'aire de repos de [Maucomble](#), près de Saint-Saëns (**Seine-Maritime**) sur [l'autoroute A28](#), autant dans le sens Abbeville – Rouen que Rouen – Abbeville est en travaux.

Deux jours de fermeture pour l'une des aires de repos

Du mercredi 8 avril 2026 à 8 h au jeudi 9 avril à 17 h, l'aire de repos de Maucomble dans le **sens Abbeville – Rouen** sera fermée.

La **Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest (DIRNO)** va réaliser des travaux d'entretien. Ces phases de travaux seront réalisées sous réserve des conditions météorologiques.

En mars, elle avait déjà été fermée durant quatre jours pour des travaux de réfection.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un pont fermé cinq semaines pour travaux près de Dieppe : la circulation routière sera perturbée

Augustin Bouquet des Chaux

2-3 minutes

Le pont de Crosville-sur-Scie près de Dieppe (Seine-Maritime) va faire l'objet de travaux d'étanchéité pendant cinq semaines. La circulation sur la RD 3 sera perturbée.

Sur le même thème

[Sécurité routière](#)

[Terroir-de-Caux](#)

[Travaux](#)



Le pont situé route du Cidre à Crosville-sur-Scie près de Dieppe (Seine-Maritime) va être fermé à la circulation pour travaux.

©Google maps

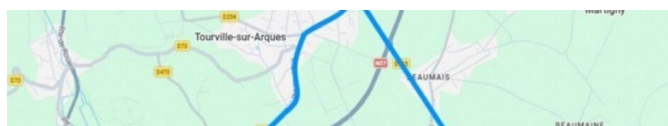
Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 3 avr. 2026 à 6h22

Un pont va faire l'objet de travaux d'étanchéité à [Crosville-sur-Scie](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) à partir du **mardi 7 avril 2026**.

La structure qui se situe route du Cidre sur la route départementale 3 sera totalement fermée à la circulation automobile durant une partie des cinq semaines du chantier, c'est-à-dire du 13 au 24 avril 2026.

Une déviation mise en place

Durant cette période, une déviation sera mise en place invitant les habitants à prendre la direction de Bois-Robert pour rejoindre la RD915 avant de redescendre vers Manéhouville par la RD23.





Une déviation sera mise en place durant les travaux du pont de Crosville-sur-Scie près de Dieppe (Seine-Maritime). ©Département de Seine-Maritime

Outre la période de fermeture complète, la circulation se fera en alternat du **7 au 10 avril** et du **27 au 7 mai 2026**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ces travaux sont entièrement financés par le Département de Seine-Maritime pour un montant total de 157 000 €.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès départemental des anciens combattants

Karine LEROY

5-6 minutes

Environ 150 personnes sont attendues à Fontaine-la-Mallet, près du Havre, samedi 25 avril 2026, à l'occasion du congrès départemental des anciens combattants. Le premier dans la commune.



Le canon-char Astonia témoigne du passé du village. - Karine Leroy/
Paris Normandie



Par [Karine LEROY](#)

Publié: 7 Avril 2026 à 07h18 Temps de lecture: 1 min

Ce n'est pas tous les jours que [Fontaine-la-Mallet](#) accueille un congrès, ne serait-ce que départemental. C'est même d'ailleurs l'une des premières fois de son histoire. Il s'agit en l'occurrence de celui des anciens combattants du département de la Seine-Maritime.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

L'événement se déroulera toute la journée du samedi 25 avril 2026 au gymnase. La baisse croissante du nombre d'anciens combattants et notamment les problèmes financiers qui en découlent, seront au cœur des discussions de la journée au cours de laquelle plusieurs intervenants prendront la parole.

« Nous aborderons les grands événements, cérémonies patriotiques, commémorations », présente le président de la [section locale des ACPG CATM \(Anciens combattants prisonniers de guerre combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc et territoires d'outre-mer et](#)

[veuves](#)), Jean-Pierre Freyler. Son association réunit à Fontaine-la-Mallet plus d'une cinquantaine d'adhérents, porte-drapeaux, veuves, anciens combattants et membres sympathisants.

Fontaine-la-Mallet, « village héroïque »

Un défilé, entre le gymnase et le monument aux morts, avec dépôt de gerbes, ponctuera cette journée particulière. Une exposition et une petite conférence, réservées aux accompagnants, sont également prévues.

Le choix de Fontaine-la-Mallet pour ce congrès n'est pas anodin. La commune a reçu la [croix de guerre](#) étoile de vermeil avec une citation en qualité de « Village héroïque », en 1948, pour les pertes subies lors de la Seconde Guerre mondiale. La quasi-totalité de Fontaine-la-Mallet a été détruite par les bombardements alliés.

Devoir de mémoire

« La commune reste l'un des hauts lieux de la Seconde Guerre mondiale », rappelle le premier adjoint, Philippe Bachelet. « Il a joué un rôle important pour la libération du Havre et la bataille de Normandie. La commune a toujours mis en avant les commémorations. Le devoir de mémoire est important », ajoute l'adjoint au maire qui fait aussi référence au travail de différentes associations, à l'instar de [Fortifications 76](#) et de Jeep Memory. Associations qui s'occupent notamment du [blockhaus du bois des Marettes](#). Il ouvre exceptionnellement ses portes lors des journées du patrimoine, tous les deux ans. La prochaine occasion de le découvrir est donc prévue en septembre 2026.

Autre « vestige » de cette période, le [canon-char Astonia](#), situé sur le plateau d'Épremesnil, entre Fontaine-la-Mallet et Montivilliers. Autant de raisons qui justifient un congrès des anciens combattants près du Havre.

Lire aussi

[Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève pour obtenir « une aide concrète »](#)

[Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu rural, près de Fécamp](#)

[Il veut sauver le patrimoine oublié, le HAC au ralenti... le point actu à 20 h](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





Près du Havre, cette commune va accueillir le congrès
départemental des anciens combattants



Explosion du prix du carburant : au Havre, les pêcheurs en grève
pour obtenir « une aide concrète »



Une structure originale facilite l'aide et le soin à domicile en milieu
rural, près de Fécamp



Il veut sauver le patrimoine oublié, le HAC au ralenti... le point actu
à 20 h





[Étretat : 10 personnes piégées par la marée au Trou à l'Homme et 10 autres bloquées au Chaudron](#)



[Accident au Havre : relaxé au pénal, mais responsable des lourdes séquelles d'un adolescent](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Pour les anciens combattants de cette commune de Seine-Maritime, « recruter n'est pas simple »

Pauline Defoix

~3 minutes

L'association des anciens combattants de Saint-Saëns a fait un constat : la perte des adhérents. Face à cette baisse, elle souhaite se battre.

Sur le même thème

[Histoire](#)

[Pays de Bray](#)



Les membres du bureau ont fait le point sur la santé de l'association lors de la dernière assemblée générale. ©Anciens combattants de Saint-Saëns

Par [Pauline Defoix](#) Publié le 5 avr. 2026 à 9h28

Les **associations patriotiques** sont toutes confrontées au même phénomène : la perte d'adhérents. Et celle de [Saint-Saëns \(Seine-Maritime\)](#) n'échappe pas à ce phénomène, qu'elle a observé lors de sa dernière assemblée générale.

Une baisse d'adhérents au sein des anciens combattants

Au fil des années, « force est de constater que le nombre d'adhérents baisse », livre le secrétaire trésorier de l'association des anciens combattants, Claude Fournier.

« L'an passé, nous étions 51 adhérents au sein de l'association, aujourd'hui, nous ne sommes plus que 47. On a clairement perdu du monde.

Pour faire perdurer le **devoir de mémoire**, « il faut essayer de recruter, mais cela n'est pas simple. Alors on essaie de tenir du

mieux que l'on peut », confie-t-il.

Et d'ajouter : « soit on laisse faire en attendant un miracle, soit on se bat pour que cela change ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Les femmes très présentes dans l'effectif

Et ce changement passe donc par le recrutement d'anciens combattants certes, mais aussi de personnes plus jeunes, pouvant faire partie de l'association.

Au programme de l'année

L'association des anciens combattants propose des animations tout au long de l'année. Galette pour la démarrer, puis repas choucroute ou couscous suivis des différentes cérémonies (8 mai, 14 juillet, 11 novembre et 5 décembre).

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Parmi les adhérents à l'association Saint-saënnaise, « il y a les veuves, qui sont au nombre de 20, ce n'est pas rien », glisse le secrétaire trésorier. Sans oublier les porte-drapeaux, « très importants » et les enfants, « qui participent aux différentes cérémonies ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).